

Lucien Rebatet

Les étrangers en France

Je Suis partout

16 février 1935 - 23 mars 1935

On comptait en France, aux dernières statistiques, plus de 3 millions d'étrangers. Il y en a 420.000 environ, soit un dixième de la population, dans Paris et sa banlieue. Nous avons, il y a quelques semaines, près de cinq cent mille chômeurs, mais aussi plus de huit cent mille travailleurs étrangers, dont le nombre ne cesse d'augmenter, malgré toutes les promesses officielles. Le titre de cette enquête est suffisamment justifié par de tels chiffres, mais n'implique pas le moins du monde une xénophobie qui, n'étant guère dans nos mœurs, risquerait surtout de compromettre nos intérêts chez nous et hors des frontières, et avec laquelle, cependant, les politiciens de l'Internationale voudraient confondre notre juste inquiétude.

Il importe de s'expliquer entièrement à ce sujet. L'autre semaine, le Quartier Latin et la plupart de nos universités protestaient énergiquement contre les faveurs inadmissibles dont les étudiants étrangers sont les bénéficiaires, et qui leur permettent d'occuper chez nous, à notre détriment, surtout en médecine, un nombre croissant de places. Excellent symptôme. Comme toujours, la vérité vient d'en haut. Mais comme toujours aussi, elle est tronquée, faussée avant d'atteindre la foule. La presse n'a pas osé écrire ce que les étudiants ont pensé et dit véritablement : que leur grève ne visait point l'étranger, mais le métèque, le sans-patrie qui, seul, s'incruste et vit en parasite.

Un Quartier Latin qui cesserait d'être cosmopolite, ce serait un coup terrible pour notre influence spirituelle dans le monde. Le jeune Américain, le jeune Japonais qui s'apprêtent à venir compléter chez nous leur bagage intellectuel, qui peuvent devenir un peu plus tard dans leur pays les meilleurs adversaires de la propagande francophobe, doivent savoir ceci : leurs camarades français, s'en peut-être s'en rendre compte, ont posé, une fois de plus et sous la pression des circonstances, la redoutable question de l'émigration juive. A y regarder de près, on s'aperçoit en effet que l'expression : « Une concurrence de la médecine étrangère » est équivoque. La poignée de praticiens arméniens ou grecs qui exercent en France est négligeable, sauf par l'assez singulière conception qu'elle se fait parfois de son métier. Ce sont des Juifs fraîchement émigrés qui ont envahi la médecine française. A cet égard, le moindre coup d'œil dans un annuaire, un simple bottin de téléphone, est probant. Veut-on des précisions ? Traditionnellement, les étudiants roumains, comme la plupart des Balkaniques, viennent achever à Paris leur formation universitaire, de moins en moins nombreux, d'ailleurs, à mesure que s'accroît le grabuge financier de leur pays. Une thèse reçue, un externat terminé, les chrétiens repartent. Les Juifs restent. Sur un millier d'étudiants roumains,

il y a, sur la rive gauche, deux tiers de Juifs, tous, ou peu s'en faut, médecins, bien résolus à se faire, après des centaines d'autres, une place au soleil français. Et pour cause ! Les étudiants chrétiens, violemment antisémites, ont pratiquement imposé, depuis dix ans, un numerus clausus dans les universités roumaines, en exigeant par exemple que les « Judovi » dissèquent uniquement des macchabées juifs. Tout un énorme trop-plein d'Israélites transylvains et bessarabiens, sans parler de tous ceux dont les pères avaient été chassés déjà par les pogroms de la Russie méridionale, a reflué sur nous. Les Juifs d'Allemagne, depuis deux ans, sont venus grossir ce troupeau qui n'en est pas à sa première migration, mais arrive pour la première fois sans doute, en hordes aussi compactes à nos portes. Ceux-là viennent aggraver par leur présence et leur redoutable solidarité ethnique, l'avenir déjà peu folâtre de notre jeunesse intellectuelle. Cependant, les Anglo-Saxons, les Scandinaves, les Espagnols, qui venaient apprendre à nous connaître un peu moins mal dans nos amphithéâtres, nos ateliers, nos spectacles, ne peuvent plus s'offrir qu'exceptionnellement un pareil luxe, que l'on a guère travaillé à leur rendre plus accessible.

Il en est du Quartier Latin comme de Paris, comme de toute la France. Nous abritons trois millions de parasites. Il est à peine paradoxal, pourtant, de dire que nous manquons d'étrangers. Nous n'avons plus que 12.000 résidents américains, contre 26.000 en Italie. Les voyageurs, qu'aucune propagande officielle ne sollicite, que notre vie chère effraie, vont passer leurs vacances ailleurs. Les artistes, les écrivains, les riches étrangers, découragés par notre fisc, alarmés par nos remous politiques, ont regagné leur pays.

Ils n'achètent plus nos livres, nos tableaux. Ils ne font plus vivre nos chemins de fer, nos taxis, nos cousettes. Mais nous payons les frais d'hôpitaux et les indemnités de chômage d'un énorme prolétariat que l'on avait engagé au petit bonheur pour combler les vides, redresser les ruines de la guerre, qui ne nous sert plus à rien depuis des années, et dont le flot toujours croissant n'est pas arrêté.

Les Champs-Élysées, les boulevards de Paris sont privés de ce remue-ménage cosmopolite indispensable à leur éclat, mais dans les fêtes foraines des faubourgs grouillent nègres et mulâtres de toutes teintes, Kabyles à demi vagabonds, rouquins Juifs de Pologne, Levantins de races indéchiffrables, terrassiers italiens qui portent la faucille et le marteau à leur cravate des dimanches. Nous étions le jardin de l'Europe. Voilà que nous en devenons le dépotoir.

Sans cette condition peu reluisante, nous éprouvons encore quelque fierté quand un grand homme, comme Strawinsky, le premier compositeur de notre temps, demande à devenir citoyen français. Horowitz et les excellents virtuoses juifs, plus assidus chez nous depuis que l'Allemagne leur est mesquinement fermée, sont indispensables à la saison parisienne. Nous ne pensons pas qu'un seul comédien français puisse reprocher à M. Pitoëff ou à Mme Elvire Popesco leurs origines. Si M. Toscanini, en froid avec le Duce, M. Furtwaengler, en froid avec le Führer, venaient prendre la tête d'un grand orchestre de Paris,

ce serait notre vie artistique qui y gagnerait un incalculable prestige. Lorsque nous attirons tous les talents de l'univers, c'est un signe de notre force, de notre rayonnement. Cela ne peut chagriner que les médiocres, les cervelles étroites.

Nous ne sommes pas xénophobes, mais nous voyons avec dépit l'Angleterre, l'Amérique de ces derniers temps accueillir les immigrants de qualité (comme nous le faisions au XVI^e, au XVII^e siècle, en débauchant à notre profit les soyeux, les musiciens et comédiens italiens), tandis que nous prenons la lourde charge des refoulés que les révolutions déversent chez nous, les dents longues, sans métier et sans un sou vaillant. En cas de guerre, il est impossible de savoir ce que nous ferions d'une telle foule de sans-patrie. Combien de suspects, de traîtres, d'agitateurs s'y sont glissés ? Des procès de trahison, des scandales vite étouffés, des crimes trop retentissants nous permettent de le déceler. Ou, plus simplement, les tignasses trop crépues, ou les crânes trop tondus, les teints trop safranés que l'on distingue près de Bullier les soirs de grands meetings communistes.

Nous en avons assez d'une politique d'immigration qui a toujours été d'une faiblesse démagogique, sournoisement favorable à la canaille, dont l'opportunité n'a jamais compensé les dangers, même au temps où nous manquions le plus de bras, et devenue parfaitement inutile aujourd'hui où nous ne parvenons même plus à employer nos propres forces.

Comme dans tous les cas où l'immigration n'est plus filtrée, elle nous apporte les éléments les plus débiles, les moins désirables, qui ne s'assimileront pas, ou dont l'assimilation serait déplorable pour notre sang : une horde d'indigènes livrée à elle-même, malgré tous les avertissements des grands colonisateurs, sous un climat, dans des villes où elle s'avachit, tourne rapidement à la pire racaille ; les éternels vaincus, comme les Arméniens qui viennent croupir dans nos taudis ; les Juifs (surtout les Juifs !), d'autant plus insolites qu'ils sont fraîchement importés ; les 900.000 Italiens, qui seraient de bien loin l'élément le plus intéressant de cette Babel, s'ils comprenaient moins de criminels de droit commun vomis par leur terre natale ou si, fidèles au contraire au fascio, ils ne risquaient de former un jour, chez nous, une minorité nationale. N'écoutons pas les théoriciens de l'assimilation « automatique ». Aucun peuple ne possède actuellement la vigueur nécessaire pour absorber, pour « digérer » une immigration aussi massive.

Mais nous sommes encore de taille à nous défendre. Nous devons être pénétrés de cette nécessité. Les solutions pratiques que l'on propose ne manquent pas. Nous venons, par exemple, d'apprendre l'existence d'un comité « pour faciliter le départ et la stabilisation des immigrés victimes du chômage », qui se fait fort d'évacuer humainement les étrangers les plus manifestement en surnombre, après leur avoir trouver du travail au-delà des frontières.

L'opinion publique reste trop ignorante de ce problème, inséparable cependant de tous ceux autour desquels se crée l'agitation politicienne : chômage, vie chère, sécurité intérieure et extérieure. Rien ne vaut l'observation directe pour convaincre

les distraits ou les indifférents. Nous avons entrepris cette promenade, souvent bien affligeante, dans les quartiers internationaux de la capitale (c'est-à-dire les trois quarts de ses rues) pour engager les Parisiens à la refaire et à juger par leurs propres yeux.

I. Les « Sidis »

« Les Nord-Africains ne sont pas des étrangers ». Ce sont les premiers mots qui accueillent partout le journaliste, dans les usines, à la Préfecture, au Foyer indigène de la rue Leconte. Le droit strict et les droits du sang imposent, comme de juste, la distinction. 272.000 musulmans d'Algérie et du Maroc mobilisés de 1914 à 1918, 35.000 tombés sur notre sol, sans compter tous les admirables soldats, goumiers, spahis et tirailleurs de notre armée d'Afrique ont acquis des titres à leurs frères les plus misérables.

Mais, est-il besoin de le redire, le libéralisme hypocrite de la République, éludant les réalités pour sacrifier aux principes démagogiques et aux impératifs des castes régnautes, n'a servi qu'à rendre plus dangereusement complexe le problème nord-africain. Quelle est, devant la loi, la part de l'indigène d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, sujet ou protégé français ? Il est astreint à l'impôt, au service militaire. Il reste blessé dans un de ses sentiments les plus vivaces par l'inégalité que sanctionna le vieux décret Crémieux, le brevet de citoyen et d'électeur accordé aux Juifs, c'est-à-dire aux infidèles les plus méprisés, ceux de la race marchande. En revanche, on lui a laissé les libertés les moins opportunes, on l'abandonne à son propre sort, dans la plupart des cas où la sagesse ordonnerait qu'on le conseillât, qu'on le suivît de près. Comme une bonne part du prolétariat colonial ou étranger qui croupit ou vivote dans les faubourgs et la banlieue, le Sidi, avant d'être un indésirable, est souvent la victime d'une politique écervelée.

1914-1918 : l'embauchage forcé

Quelques lignes d'histoire sont nécessaires. L'indigène africain est arrivé avec la première vague de l'invasion internationale. Il y avait des villages sidis, dès 1915, au Creusot, à Saint-Chamond, dans la banlieue lyonnaise, le sinistre Saint-Fond par exemple, à Paris, dans le quartier de Javel, partout où ronflaient et rougeoyaient les usines d'obus et de canons.

132.000 Nord-Africains ont été introduits, soit par recrutement volontaire, soit par réquisition durant les quatre années d'hostilités. Rien de plus normal. Ces Kabyles, ces Marocains arrivaient dans les aciéries, les intendances, les entreprises agricoles comme les auxiliaires des tirailleurs du front. On manquait de bras, il fallait aller au plus pressé sans trop se soucier de la qualité de ce que l'on recrutait. On avait encore moins le temps de songer à l'avenir de ces déracinés, transportés en masse aux portes des cités françaises. Cela faisait partie du tohu-bohu, du pittoresque de la guerre, comme les Hindous, les Anzacs, les Américains. Il n'y avait guère que quelques adeptes professionnels du mélange des races pour imaginer déjà, dans le Languedoc ou la Touraine, des villages

franco-kabyles, peuplés de ménages mixtes, pour parler de l'infusion aux vieilles familles françaises d'un sang « vigoureux et nouveau ».

La guerre terminée, on reconnut que la main d'œuvre indigène avait été décevante : peu disciplinée, inapte aux travaux de spécialistes, mal entraînée à la manutention, aux grosses besognes.

Les Arabes se montraient particulièrement intraitables, paresseux et batailleurs comme des seigneurs déchus. Quant aux Kabyles, « peuples de pasteurs » selon les géographes, ils n'entendaient décidément rien à la culture de nos champs, pour l'excellente raison que les laboureurs de la race étaient restés à leur charrue, que l'on avait surtout importé des cireurs, des portefaix, des balayeurs.

Au surplus, leur état sanitaire causait de graves mécomptes. Leur syphilis plus ou moins endémique s'exaspérait, leurs poumons s'abîmaient vite dans les chaufferies et les brouillards. La démobilisation fut un excellent prétexte pour les rapatrier en troupes.

La porte ouverte

Cette expérience forcée aurait dû porter ses fruits. Pourtant, dès 1920, les Sidis reviennent. Ils étaient 3000 à peine avant la guerre. On en compte 37.000 dans la métropole en 1921, 72.000 en 1926, plus de 150.000 il y a quelques mois, dont 65.000, au bas mot, dans la région parisienne, tous manœuvres... ou chômeurs. Que s'est-il passé ? C'est bien simple. Les ouvriers de la guerre, vantards et sincères à la fois, ont parlé des grandes villes ; ils ont naturellement embelli, avec la faconde orientale, le rôle qu'ils y tenaient. Leurs récits ravivent probablement de vieux instincts nomades qui n'avaient pu s'exercer beaucoup durant un siècle de colonisation. Ces voyageurs ramènent surtout un pécule : leurs économies, leurs primes. Ils citent des salaires vertigineux : huit heures à remuer du coke ou du minerai de fer, et l'on a plus gagné qu'à gratter le sol durant un mois.

Cette propagande, selon les lois immuables de l'immigration, agit sur les paysans les plus déshérités, les Kabyles de la montagne, puis sur toute la populace flottante des ports, le menu fretin des commissionnaires, des petits entremetteurs, des vagabonds, enfin sur tous les gaillards qui ont un intérêt à mettre quelques centaines de lieues entre la police locale et leurs derniers exploits. Il y a enfin tous ceux qui reviennent, naïvement séduits par les grandes cités.

Qui songerait, deux ans, cinq ans après la guerre, à les écarter ? On a besoin d'eux. Les ouvriers français, mobilisés finalement dans les usines où ils étaient irremplaçables aux postes de spécialistes, rechignent aux besognes pénibles ou malpropres. Ils ont pris l'habitude de les voir exécuter par des esclaves d'un autre sang, d'une autre langue. Un tiers du pays est à reconstruire. Toutes les industries se décuplent. A la main d'œuvre indigène, instable, indocile, sans grande résistance, mais que l'on se procure à bon marché, on rouvre les portes largement. Mais, la crise venue, on a pas encore trouvé le moyen de les fermer. Comme on aurait scrupule à imposer aux Algériens la moindre formalité qui les assimilât de près ou de

loin à des étrangers, ils ont la plus complète disposition de leurs mouvements. Ils sont libres d'arriver par millions à Marseille, si Allah le veut. Au Maroc, où existe un contrôle théorique, les embarquements clandestins restent en fait d'une déplorable facilité, malgré plusieurs aventures tragiques de pauvres bougres étouffés dans les soutes. On n'a pas davantage cherché le moyen de rapatrier les inutiles, dont le nombre sur nos pavés s'accroît avec le chômage. Personne, bien souvent, ne les a appelés. Ils sont là ? Qu'ils y restent, au mépris de tous les principes des grands colonisateurs, qui ont toujours voulu la séparation de l'indigène et de l'Européen.

Le plus triste des prolétariats

Cette inertie ne peut évidemment qu'aggraver un problème que seuls les pouvoirs officiels feignent d'ignorer. La présence à Paris, au début de 1935, de ces 65.000 indigènes, dont 15.000 sans travail, n'est pas seulement illogique ; elle a aussi pour effet d'implanter chez nous, avec tous les dangers sociaux et sanitaires qu'il comporte, le pire des prolétariats, au-dessous duquel on ne peut trouver que l'Arménien des fortifs.

Mais l'Arménien, s'il est plus repoussant de vermine et de crasse, est beaucoup moins malheureux, beaucoup moins abandonné. Il a femme et enfants. On a pu le réunir, à Alfortville, par exemple, en communautés, avec son prêtre, son médecin. Le Nord-Africain, lui, est lamentablement célibataire. On sait très vite le reconnaître de loin, et même de dos, à son pas incertain, traînant, qui est aussi celui des militaires le dimanche. Il est ainsi livré, huit heures, dix heures par jour, quelquefois plus s'il est chômeur, aux hasards de la rue. Il paie, toujours trop cher pour ce qu'elle vaut, une chambre dans un hôtel minable, dont le patron auvergnat s'est souvent enrichi depuis quinze ans, mais en se gardant bien de faire la moindre réparation pour ne pas intimider la clientèle. Cette chambre n'est jamais un refuge, mais tout au plus un infect dortoir, partagé avec quatre, cinq, quelquefois dix camarades, qui viennent y dormir à tour de rôle, selon les heures de travail. J'ai vu quelques unes de ces chambres. A l'encontre des échoppes arméniennes et juives, remplies jusqu'au plafond d'un innommable fouillis, que seul le crochet du chiffonnier pourrait analyser, ce qui frappe, dans le gourbi du Sidi, c'est sa nudité. Pas un vêtement, pas un papier, pas la moindre trace de vie. L'asile de nuit n'est pas plus désolant. Ce n'est d'ailleurs guère surprenant. Des « intérieurs » plus accueillants ne retiendraient certainement pas davantage ces gens qui ne savent ni écrire ni lire, que personne n'attend, qui sont accoutumés de toute éternité à vivre dehors.

Les tribus de Paris : place d'Italie

En style officiel, on a naturellement vanté « le long séjour des indigènes en France, les contacts bienfaisants et variés avec la vie française, la camaraderie de l'usine et de l'atelier, éléments admirables de rapprochement social et moral. Plus les indigènes entreront dans notre intimité laborieuse et honnête, plus ils seront en état d'apprécier sa richesse véritable et plus ils l'aimeront. »

Muni de cette belle littérature, il est bon d'aller faire un tour dans les quartiers sidis de Paris et de sa banlieue. Tout le monde les connaît plus ou moins par la rubrique des faits divers : « Grave bagarre, hier, à Argenteuil, à Clichy, à Aubervilliers, boulevard de la Chapelle, entre manœuvres marocains. » On ne s'y risque guère, et cela se conçoit. Ce n'est pas un aspect bien engageant de Paris et de l'humanité. Pour un premier contact avec le Sidi parisien, il suffit de se promener, un samedi soir, aux alentours de la place d'Italie. Ce n'est pas loin : à dix minutes du Quartier Latin, du très bourgeois boulevard Raspail. Est-ce la proximité de tentations plus vives, l'ambiance haineuse de ce coin de Babel plébéienne (Espagnols, Polonais, Portugais, Italiens mélangés), où l'Huma se hurle de l'aube à la nuit à la bouche du métro ? Nulle part ailleurs on ne voit indigènes plus inquiétants, plus sournois, recherchant davantage l'ombre. Ces Berbères traîneurs de savates moisies et de chancres syphilitiques semblent frappés d'une espèce d'interdit. Aucun contact avec les peuplades européennes, si l'on excepte les logeurs ou l'escouade de mégères en cheveux qui se livrent au plus sinistre racolage sous le métro aérien du boulevard de la Gare. Cette lie, dont il est assez difficile de distinguer si elle est plus pitoyable qu'effrayante, monte à la nuit des taudis de la Butte aux Cailles, de la Pointe d'Ivry. Elle sort de l'hôtel Mohamed Amza, de l'hôtel Aïcha. Elle s'empile chez « Les Amis de Mekla », « Les Amis de la Kabylie », dans les sept ou huit bistrots de la rue Harvey, coupe-gorge aux pavés inégaux, à peine éclairé, dans quelques cafetons de la rue Nationale. Le plus misérable des débardeurs français rougirait de s'y risquer. Pas d'autre police que les maritornes auvergnates des comptoirs, âpres, bouffies sous leurs bandeaux de cheveux gras, et d'ailleurs redoutées. Le vin, dans ces tanières, est souvent beaucoup plus cher que dans une brasserie correcte. Mais deux ou trois verres suffisent souvent pour mettre le feu à ces corps déjetés, tarés, mal nourris. Joint aux palabres échauffantes de cette race qui ne sait se prêter vingt sous sans d'interminables discussions, aux jalousies très spéciales de ces lascars lubriques, presque entièrement privés de femmes, cela fait des semaines anglaises très souvent sanglantes, dont les bagarres se répercutent jusqu'aux Gobelins, jusqu'à la rue de la Glacière. N'oublions pas que l'on arrête chaque année, pour des méfaits divers, graves la plupart du temps, plus de huit cents Nord-Africains.

Les gourbis de la banlieue nord

Porte de la Villette, route de Flandre, sur près de deux kilomètres, entre les masures écaillées, s'étend une truanderie cosmopolite dont seul le pittoresque peut faire oublier un peu l'abjection. C'est le grand marché d'approvisionnement de toutes les colonies étrangères de la banlieue avoisinante. Espagnols, Polonais et les inévitables Sidis, béret décoloré, mains aux poches, faces jaunes, vertes, crevassées et couturées par des maux inconnus sous nos latitudes, encombrant les trottoirs de leur démarche molle et sans but.

C'est là que l'on peut voir, avec un peu de patience, de véritables scènes de souks : l'épique marchandage d'une

chemise de coton violet entre le Sidi et l'ennemi héréditaire, le mercanti juif qui a su accaparer tous les éventaires, chasser tous les forains français. Mais à la vérité, le Sidi achète peu. Il erre. Sur les talus pelés de la porte, il grouille. Il faut faire une croix chaque fois que l'on aperçoit un clochard français. Ce qui est moins rare, c'est de distinguer, dans les conciliabules de casquettes et de pardessus pisseux, un Sidi en feutre vert, bagues aux doigts, canne à la main, un mouchoir emphatique s'échappant d'un complet neuf, épouvantable gibier de police. Peut-être sont-ce là ces gaillards qui racolent à Alger ou au Maroc de pauvres hères, les font embaucher à Paris pour huit jours, puis leur obtiennent une allocation de chômage, dont ils empochent le tiers, voire la moitié.

En quittant la route de Flandre, on entre dans Aubervilliers. C'est, entre vingt, l'un des quartier généraux des Sidis. Ils ont littéralement infesté la banlieue nord, qui fut toujours déshéritée, lépreuse, mais qui souffre, par leur présence, d'un surcroît de crasse et de détresse. Ils pullulent des Lilas à Nanterre. D'une irrémédiable instabilité, ils abandonneront leur usine, leur rue, pour un mot de réprimande d'un contremaître, pour gagner cinq sous de plus par jour. A six mois de distance, à tel carrefour, la tribu peut s'être entièrement renouvelée. Mais vous en trouverez toujours une, plus ou moins ancienne, dans les mêmes coins qu'ils s'indiquent entre eux par une publicité mystérieuse. Les plus malheureux des Sidis sont probablement ceux d'Aubervilliers, le fief municipal de M. Laval. Rue du Vivier, rue du Coudreau, la misère est si nue, si profonde, qu'elle ne laisse même plus de place au pittoresque abject que l'on découvre encore dans les nuits de la place d'Italie. A quelques pas de là, vers le boulevard monotone, mais éclairé, aéré, j'ai trouvé un troquet qui se fait la tête d'un orateur de meetings. Sur son comptoir, entre deux réclames d'anisette, le portrait de Lénine vous regarde. Ce partageux loge une centaine de Marocains dans de véritables placards à balais. Avec cette clientèle piteuse, cet antimilitariste est plus violent, plus cynique que ne l'a jamais été le pire adjudant de bataillons. Il les exploite méticuleusement. Cela ne l'empêche pas de leur fournir des bulletins communistes et de les faire voter clandestinement (le cas est très fréquent) à chaque élection. Toute la condition des Nord-Africains de France est probablement résumée dans ce cafeton pisseux et enfumé. L'Européen, qui les traite en chiens, leur apprend une haine indélébile, et en même temps un bolchevisme primitif qui est le meilleur instrument de cette haine. Aux amateurs de ce romantisme de la pouillierie banlieusarde, qui a fourni depuis quinze ans une si abondante littérature, je recommande la pointe de l'octroi d'Aubervilliers. Rebut du matériel humain de la grande ville, le Sidi trouve sa place normale, hélas ! sur ce sinistre crassier, parmi les terrains vagues à la végétation innommable, que bossèlent les tas d'ordures macérées dans la boue. Loin de toute police, c'est un de leurs rendez-vous dominicaux. Ils viennent y prendre de mauvaises cuites dans les deux bistrots nauséabonds du lieu. Dès la deuxième chopine, c'est autour du zinc, dans un vacarme guttural, une mimique obscène, sous l'œil des grosses servantes tellement indifférentes, tellement accoutumées à ces gesti-

culations de singes qu'elles laisseraient s'accomplir devant elles tous les péchés de Sodome sans seulement lâcher leur torchon. Les discussions passionnelles engendrées par ces galants préambules vont se vider au couteau, dans les orties et les tessons, digne décor de telles idylles. Nous vivons en démocratie. L'Assistance Publique dévore un énorme budget. Il est cependant impossible, parmi toute cette misère physiologique et morale, de découvrir la moindre trace de sollicitude pratique. Mais un énorme palace scolaire, d'un luxe offusquant, bouche tout un pan de l'horizon infect.

Gennevilliers est le pays des gazomètres et des champs d'épandage, plantés à perte de vue de laitues et de chicorées frisées. Ce sont des Yougoslaves qui binent cet affreux terreau. Mais ce sont les Kabyles qui remuent le coke dans les chaufferies. Le gaz a fait de Gennevilliers une des plus importantes colonies nord-africaine. Les bureaucrates, les rentiers du quartier des Grésillons, à Asnières, ne soupçonnent pas qu'ils sont les proches voisins d'un village véritablement exotique, sinon par son architecture, du moins par sa population. Rue de l'Espérance, par exemple, vivotant par escouades dans des maisonnettes maussades mais assez propres, semblables aux corons du Nord, les Sidis sont chez eux, avec des bouchers et des épiciers de leur race. L'étranger, c'est le Français que sa curiosité égare par là, et que l'on poursuit de jurons et de crachats s'il a le malheur d'armer quelque appareil photographique. C'est d'ailleurs à Gennevilliers que j'ai vu les indigènes les plus sympathiques, des Marocains surtout, débarqués depuis peu de l'Atlas, farouches comme des Touaregs, mais protégés encore par leur naïveté. Ce sont des musulmans pieux et sobres, que l'on reconnaît à leur collier de barbe, leurs tempes rasées. En dépit de l'infâme casquette et du veston fripé, il y a encore de la fierté dans leur démarche. Ceux-là trouvent sans peine du travail. Ils font des économies, aident les camarades déchus. Malheureusement, ils se corrompent sitôt qu'ils se risquent hors des petites rues de Gennevilliers. Leurs usines perdent quelques bons manœuvres, et la banlieue gagne quelques tristes Sidis de plus. On les retrouvera à Saint-Ouen, à Clichy. Ils rôdent boulevard de la Chapelle, ils s'agglutinent dans les replis obscurs des Batignolles, à deux cents pas de la plaine Monceau. Ceux-là, en général, prennent femme parmi les résidus de la prostitution. Il arrive même qu'ils se marient véritablement, fassent des enfants. Le cas est rare. Par bonheur pour les hôpitaux ! Ils n'auraient plus assez de salles pour héberger toutes les tares des rejetons nés de ces effroyables unions, qui furent sereinement encouragées par la propagande officielle.

Ce qu'on a essayé pour eux

Le Sidi, pitoyable et dangereux, est-il complètement abandonné dans Paris ? Pas tout à fait. Il existe, rue Lecomte, un office nord-africain « de surveillance, protection et assistance », tenu par une poignée de fonctionnaires dévoués, intelligents, connaissant bien les indigènes, et qui ont accompli un gros travail. En liaison directe avec la brigade spéciale de la police, ils sont parvenus à établir un état-civil à peu près complet des

65.000 Sidis de Paris, état-civil que l'on peut tenir relativement à jour par un système de cartes individuelles qui doivent être visées périodiquement. De cette façon, l'on a plus à faire, comme en 1923 par exemple, époque où les crimes de Sidis se multipliaient, à une masse anonyme et mouvante, où toute recherche policière s'égarait, inaccessible, par surcroît, en cas de mobilisation.

Les indigènes connaissent le chemin de la rue Lecomte, où un fonctionnaire débrouillard et qui a leur confiance est chargé de trancher leurs incessants litiges. Dans les bureaux et les brochures de l'office, on parle un peu trop d'écoles, de « foyer intellectuel musulman », mais aussi d'hygiène, ce qui est beaucoup plus urgent. Par son intermédiaire, dix mille examens médicaux sont passés chaque année, chiffre qui n'a rien d'étonnant si l'on songe que tous les Nord-Africains de Paris sont des vénériens, qu'un tiers est plus ou moins phthisique. Mais cet office n'est qu'un embryon. Il vit chichement avec quelques subventions de l'Hôtel de Ville, dans une école désaffectée, où loge par-dessus le marché la brigade de police, elle-même insuffisante en nombre. L'office avait une politique contre le taudis demeurée inapplicable. Quelques centaines de lits placés ça et là ne concurrencent pas la fructueuse industrie des garnis. Enfin, l'hôpital musulman de Bobigny n'est toujours pas ouvert. Car on en est là ! On doit bâtir un hôpital qui sera aussitôt trop petit pour venir en aide à une plèbe que l'on a laissée s'accroître inconsidérément, sans le moindre avantage pour elle aussi bien que pour l'économie nationale.

Du train où vont les choses, il est à redouter que les Sidis de Paris ne disparaissent un par un de la tuberculose, suite de l'alcoolisme, de la saleté, du dépaysement sous un climat humide, mais après avoir contaminé la moitié de l'Afrique du Nord. Car les incurables, c'est-à-dire ceux qui crachent leurs poumons, sont rendus, en général, à leurs villages. Tout cela par notre faute. Au temps où les manœuvres algériens et marocains nous étaient, paraît-il, indispensables, il eût été cependant bien simple de les caserner. En chambrées dans des bâtiments plus ou moins militaires, astreints à une discipline, ces primitifs auraient connus des conditions de vie inespérées pour eux, sans rapport à la minable bohème où, livrés à leurs seules forces, ils ont sombré pour ainsi dire sans exception. Ils sont maintenant en surnombre, et il faudra bien se décider un jour à les réembarquer. Au lieu d'attendre qu'ils soient minés par la maladie et le communisme, expulsés après un mauvais coup, pourquoi ne prévoirait-on pas sans retard des rapatriements en masse de ces hommes envers lesquels nous avons des droits de protecteurs, et cela pour leur bien, pour le nôtre et celui de nos possessions nord-africaine ? Par malheur, ces deux solutions sont également antidémocratiques. La Ligue des Droits de l'Homme et trois cents députés se dresseraient immédiatement contre elles pour les déclarer incompatibles avec la dignité et la liberté humaines.

II. L'Arménie de Paris

Nous hébergeons à Paris une vingtaine de mille d'Arméniens, que les statistiques font voisiner innocemment avec les Turcs, leurs pires ennemis. L'élément intellectuel est infime chez eux. Il est formé par quelques anciens sujets russes, qui furent étudiants à Tiflis. J'ai assez bien connu un violoniste et un conteur arméniens. C'était des personnages très doux, des artistes ingénus, très loin de nous et s'efforçant avec la meilleure volonté du monde à pénétrer notre esprit. Joignons-y quelques gros pétroliers et armateurs. Ceux-là font partie d'un apport cosmopolite permanent, qui n'a rien que de normal.

Les Arméniens de Paris sont de deux sortes : des marchands pleins de souplesse, des miséreux supportant passivement leur condition. Le marchand arménien, dans tout l'Orient, est suivi par une réputation analogue à celle du Juif. C'est encore le Juif qu'il double et concurrence chez nous. On le rencontre dans les mêmes quartiers, 9^e et 11^e arrondissements, dans les mêmes commerces : tapis (où ils occupent une place traditionnelle, comme les Espagnols dans les fruits), fourrure, diamants, antiquailles, tout ce qui se vend à la tête du client, tout ce qui permet les marchandages et les palabres. Eux aussi répugnent à la production. Ils sont revendeurs, intermédiaires, prêteurs. Sans transition, nous passons de ces malins Orientaux à l'Arménien croupissant de la banlieue.

Une île d'excréments

Le pont de Billancourt enjambe un paysage de baraquements, d'entrepôts, de parcs à ferraille, auquel la présence de l'eau, de quelques grands arbres élégants conserve cependant un peu de la grâce qu'il dut avoir jadis. Un Monet dans une poubelle. A gauche, le pont communique avec l'île Saint-Germain, où il nous faudra revenir, si peu folâtre soit-elle, car elle abrite pêle-mêle des Portugais, des Espagnols, des Italiens, tous manœuvres aux usines proches de Renault, et quelques Chinois, épaves de la colonie jaune de Billancourt, qui est en grande partie dispersée. Les Latins habitent des maisonnettes blanches et vertes, qu'ils repeignent et réparent le plus souvent de leurs mains. Cette rue paraîtrait fort malpropre à des Flamands. Elle devient presque alléchante quand on a vu les Arméniens.

Ils campent derrière des fondrières, des nappes de boue liquide, de l'autre côté d'un ruisseau fétide qui forme une petite île dans la grande. Autant vaudrait marcher dans des feuillées militaires que sur cet immonde talus. Sur des pilotis enfoncés dans cette ordure s'échafaudent de vieux chariots, des débris de mâchefer, des volets de fer rouillés, des bouts de barrière, des fagots, des malles éventrées, des madriers pourris. Couronné de quelques tuiles, cela fait une bicoque où s'entassent dix ou quinze Arméniens. Une triste race ! Son destin sans doute, a été cruel : trente années de massacres, de 1890 à 1920. Après Abdul-Hamid, qui en a tué trois cents mille, les Jeunes Turcs, les massacres du vilayet d'Adana, puis les Druses du Liban, où beaucoup avaient cherché asile, et où nous les avons recueillis après la campagne de Syrie, quand ils n'avaient pas fui la

révolution russe par la mer Noire. Car presque tous sont chez nous depuis moins de quinze ans.

Il est rare qu'un peuple n'ait pas sa part de responsabilités dans une série aussi continue de malheurs. Il faut le dire : les férociétés des bachi-bouzouks, les fusillades au bord de l'Euphrate nous arracheraient moins de cris d'indignation, maintenant que nous avons vu à nos portes les Arméniens, leur fainéantise, ce morne fatalisme, dont ils ne sortent que pour gâter par leurs trafics asiatiques le commerce européen.

Ne croyons pas qu'ils souffrent dans leurs cagnas de l'île Saint-Germain. C'est, en somme, leur condition naturelle. Tous ceux qui ont eu, en province par exemple, l'imprudence de leur louer des immeubles décents, en savent quelque chose. Ils ont vite fait de transformer en cloaque une chambre où des ouvriers français se créaient un intérieur de petits bourgeois, de tout empuantir et détruire, avec leur poisson séché, leurs batailles familiales, leurs bagages de hardes, de détritiques sans nom, dont l'entassement autour d'eux ne peut s'expliquer que par leur vocation indéracinable de chiffonniers.

Le hameau oriental d'Alfortville

Le retranchement de l'île Saint-Germain, avec son dédale d'impasses, de courettes, est presque impraticable à l'étranger, c'est-à-dire au Français. Sitôt qu'on a franchi la passerelle du fossé, les habitants, effarouchés par cette visite, se terrent. Les tinettes qui parent leur seuil vous barrent d'ailleurs très sûrement le chemin. Il est plus facile de voir vivre les Arméniens à Bois-Colombes, à Clamart, et surtout à Alfortville, où ils sont près de deux mille.

Alfortville est une banlieue banale, décente, assez proprement tenue, tant que l'on a pas atteint le quartier Saint-Pierre, au bout de la monotone rue Etienne-Dolet. Même si l'on n'y rencontrait pas ces enfants aux yeux trop grands, ces femmes courtaudes, noiraudes et bouffies, dans leurs châles orangés et vert pomme, la pouillerie qui recommence aussitôt vous avertirait qu'on est arrivé, et pourtant les petites rues ont des noms pimpants, évoquant les guinguettes défunctes, rue des Pâquerettes, rue du Goujon, rue des Epinoches. Ici, cependant, il n'y a plus de constructions improvisées : les Arméniens ne sont ni plus mal ni plus incommodément logés que la plupart des banlieusards. Mais ils ont accommodé à leurs manières les petits pavillons crépis, à toits rouges. Toute la paroisse (car ils ont une église) a le même aspect souillé, malsain. C'est dans les cours, les minables jardinets, le même ramas d'immondices qui vous épargne à jamais le désir de connaître Erzeroum et Trébizonde.

On imaginerait bien, à cette place, comme pour les Sidis, des casernements ouvriers où les exilés auraient trouvé, dans notre esprit d'Européens, infiniment plus de bien-être. Mais il eût fallu, pour cela, que les Arméniens fussent utilisables. L'expérience a été tentée, en particulier, dans les tissages de la vallée du Rhône, qui est un véritable couloir d'invasion pour tous les Sidis et Levantins débarqués à Marseille. Mais l'Arménien supporte beaucoup plus aisément des années de crasse et de vermine que quelques heures d'un travail régulier et collectif. Il a été à l'usine un ouvrier plus médiocre encore,

physiquement et moralement, que l'Arabe. Rien d'étonnant à ce qu'il ait vite chômé, sans attendre d'ailleurs le plus souvent qu'on le congédiât. Il prend, avec ses dernières payes, un billet pour Paris, terrain propice aux seules entreprises dont il soit capable. Ceux que l'on a cherché à employer dans l'agriculture (toujours l'illusion des peuples pasteurs !) n'ont pas tenu plus longtemps devant la charrue que les autres devant la machine-outil.

De quoi subsistent-ils ? D'indemnités, bien entendu. Ou encore de taille des diamants, de ravaudage de tapis, surtout de la brocante en tous genres. Un bel appoint, comme on voit, à l'économie nationale ! Ils n'alimentent même pas autour d'eux, si piètres clients soient-ils, le petit commerce français. L'Arménien besogneux achète, emprunte son nécessaire à l'Arménien qui est juste au-dessus de lui, plus débrouillard, ayant moins souffert d'ordinaire dans le passé, et qui a pu réaliser l'unique ambition de sa race, devenir mercanti. Ceux-là, dans presque toutes les colonies banlieusardes, ont ouvert des épiceries-comptoirs, réductions du bazar oriental où l'on peut acquérir n'importe quoi. A ce stade, sans vivre plus hygiéniquement que leurs congénères, ils sentent s'éveiller en eux l'instinct d'entremise, d'échanges. De ces boutiques assez repoussantes, vous pouvez voir surgir, le dimanche, des espèces de messieurs verdâtres, qui n'ont certainement pas pris de bains, mais drapés, comme des marlous arabes, dans des pardessus de coton trop clairs, dont il faudrait bien surprendre l'essayage, le troc ou le marchandage chez les Juifs innombrables des étalages forains. L'un d'eux sera, dans quelques années, un des Levantins huileux, arrogants, du Sentier ou du Faubourg Montmartre.

Sur les trottoirs de Paris, à moins de surprendre leur langage, nous les confondons souvent avec les Juifs. Et pour cause. Le parallèle se poursuit jusqu'au bout entre Israël et ces singuliers chrétiens : les mêmes aptitudes, la même absence d'attaches avec un sol quelconque (tous sont partis sans idée de retour), la même promiscuité dans les ghettos, où ils semblent écrasés à jamais par le sort, où les mêmes pogroms les déciment, d'où ils émergent tout à coup, aussi clinquants et encombrants qu'ils étaient effacés auparavant. L'Arménien est, avec le Juif, le mètèque-type. Seules différences : il est plus sournois, il n'a pas la fébrile vitalité du sémite. Plus neuf aussi aux choses d'Occident, il ne s'est pas encore soucié de politique.

Mais que deviendra-t-il à la seconde génération ? L'Arménien, comme le Juif encore, est prolifique. Dans dix ans, nous en aurons peut-être quarante mille à Paris, dont dix mille parlant le français comme vous et moi, en âge de se marier. Sortiront-ils de leurs clans ? Devrons-nous tolérer des alliages avec ce sang corrompu d'Orient, appauvri par d'indéchiffrables mixtures, par de longues périodes de massacres, d'oppression, de misère physiologique ? Il n'est pas besoin d'être « raciste » pour s'en alarmer.

III. Les Noirs

Tous les journalistes, au cours de leur carrière, ont reçu quelques lettres datées de Port-au-Prince, de Fort-de-France, et dont la signature, au prénom fleuri, ne laisse aucun doute sur la race du correspondant. Je pourrais en citer pour ma part une demi-douzaine. Elles contiennent, en termes divers, les mêmes doléances, vives, surtout en Haïti. Ces braves gens se plaignent que nous les négligions. Nous ne leur adressons que des rossignols de librairie, des films éculés, dont ils sentent très bien le ridicule. Hollywood, au contraire, les inonde de ses derniers succès. Mais ils ne veulent pas apprendre l'anglais. Ces noirs refusent, aussi rigoureusement que les Canadiens, de se laisser américaniser. Cette fierté, ce souci de leurs vieilles traditions françaises, sont très touchants. Si nous demeurons, aux îles comme dans tous les autres pays, incapables d'organiser notre propagande, nous avons offert une assez large compensation aux Antillais, sujets français ou non, en ouvrant à leurs fils, surtout depuis la guerre, nos écoles et nos universités.

Ces grands et joyeux garçons, très communicatifs, beaucoup plus mêlés que les Jaunes à la vie de leurs camarades blancs, constituent, avec les troupiers, l'essentiel de la colonie noire de Paris (trois ou quatre mille membres environ). Le reste de cette colonie est formée par un petit prolétariat de manœuvres, de chauffeurs, d'artisans, enfin par la troupe des messieurs dont les occupations hésitent entre le jazz, la boxe et le vagabondage spécial.

Je parlais, au début de cette enquête, du cosmopolitisme nécessaire du Quartier Latin. Rien ne le justifie mieux, en apparence, que le cas de ces exotiques. On peut se demander pourtant si l'accueil, de plus en plus large, qui leur est fait, répond exactement à leurs intérêts. Nos universités devraient recruter, parmi les étudiants de l'extérieur, ceux qui ont déjà acquis chez eux une formation équivalant à notre licence, et qui viennent surtout nous demander un perfectionnement, une spécialité, ceux qui, par leur intelligence ou leur état de fortune, sont appelés à jouer dans leur pays un rôle de premier plan. Les jeunes Antillais affluent chez nous, sitôt après leurs études secondaires (quand ils ne les ont pas faites dans nos lycées), parce qu'ils ne possèdent aucun autre centre intellectuel. Souvent aussi l'attrait d'un séjour à Paris suscite chez eux des vocations médicales ou juridiques d'une solidité ou d'une utilité douteuses. Nous confectionnons ainsi une armée d'avocats, de journalistes et de médecins, appelée, à son retour dans les îles qui n'ont aucun besoin d'elle, à bien des déboires.

Ces garçons suivent avec une passion ataviques nos querelles de partis. Leur politique a gagné, par notre exemple, de se corrompre, de s'embrouiller davantage encore, si cela est possible. Je sais que l'extrémisme ne les a guère marqué jusqu'à ce jour. Pourtant, c'est un intellectuel antillais qui a été l'instigateur de *La Voix des Nègres*, le journal communiste et antiimpérialiste, où l'on réclame le soulèvement de la Guyane, de la Martinique, de Madagascar et du Sénégal contre le tyran français.

Il va de soi que notre climat est plein de risques pour ces pays chauds. Nous en avons tous connu, lamentablement

délabrés, au physique comme au moral, après un ou deux hivers de brumes. Il faut bien dire aussi que ces danseurs et joueurs nés sont poussés vers les milieux les plus interlopes. Ce qui n'était que sensualité et nonchalance sous les tropiques devient chez nous dépravation. On est étudiant de puis six, sept années. On veut arrondir ses mensualités, on joue du saxophone ou on tient la batterie dans quelque boîte. C'est la pente vers le trafic des femmes et de la drogue. Le souteneur noir de la place Pigalle, qui vient beaucoup moins rarement qu'on ne l'imagine de l'armée ou du Quartier Latin est, par malheur, un personnage très parisien. Celui-là, on s'en doute, nous reste pour compte, sans aucun espoir de retourner aux îles. La création, chez les Antillais, d'une université française, mieux adaptée à leurs besoins que les nôtres, eût été un encouragement à leur culture et leurs traditions plus flatteur pour eux, plus rationnel et utile que leur interminable et hasardeux apprentissage en Europe.

Notre ami Lucien Dubech s'amusait un jour du poncif qui exige qu'un auteur dramatique, pour indiquer chez son héroïne le dernier degré de la perversité, lui fasse mettre un nègre dans son lit. Ces caprices de dames mûres devraient toujours appartenir au vaudeville. Mais notre confrère Edouard Helsey, dans une enquête sur l'Afrique occidentale, a raconté un roman qui ne relève plus des curiosités spéciales. C'est celui de la petite boutiquière, de l'employée éprise d'un superbe tirailleur, de famille royale bien entendue. Les parents, « qui n'ont aucun préjugé », consentent à une union. Un an plus tard, ils s'aperçoivent que leur gendre était un voyou de Dakar, que la vie de leur enfant a été marqué d'une aventure amère et grotesque.

Il arrive que l'on rencontre aux alentours des casernes, le ménage légitime d'une blanche apparaissant le plus souvent comme une domestique campagnarde et d'un Sénégalais, d'un sous-officier martiniquais, d'un Malgache affecté aux sections d'infirmiers ou d'intendance, exécration soldat, mou et vicieux, dont la peau prend, sous notre ciel, d'affreuses couleurs blettes, vert-de-grisées. Ces cas ne sont pas assez fréquents pour que les démographes en tiennent compte, pas assez isolés pour faire retourner la tête des badauds. Mais ne signifient-ils pas que les doctrines égalitaires ont fait, chez nous, leur chemin dans les plus humbles cervelles au détriment du sentiment racial ? Il est regrettable qu'aucune disposition légale ne mette entrave à ces unions, dont on ne peut pas imaginer l'avenir sans pitié. Passe encore pour le temps où l'homme a son uniforme, ses galons. Mais ensuite ? La femme l'accompagnera-t-elle en Afrique, pour se trouver vis-à-vis des autres blancs dans la plus humiliante condition ? Soit ici, soit à la colonie, les enfants risquent d'être le plus souvent des déclassés. Leur situation sera de toutes façons bien inférieure à celle des métis nés d'un père français qui a pu les reconnaître, les guider, les établir.

Je ne trouve pas si ridicule que la seule idée d'un noir, maître et seigneur d'une femme blanche, soit devenue une phobie chez les Américains, car elle est vraiment contre nature. Nous n'aurions pas connu ces tristes mariages sans le stationnement en France des contingents indigènes, dont ce n'est pas le seul inconvénient. Demandons l'avis des officiers

coloniaux. Ils diront tous qu'après quelques mois de service en France, en dépit de toutes les précautions, un impeccable bataillon sénégalais n'a plus les mêmes qualités militaires, que l'ancien soldat noir revenu de la métropole devient neuf fois sur dix un insupportable vaurien. On ignore pas que ces troupes indigènes ont été appelées chez nous pour suppléer à la faiblesse de nos contingents. Mais dans ce cas, c'est la loi d'un an, une fois de plus, qui a tous les torts.

IV. Les Jaunes

Pendant longtemps, une enquête sur les étrangers de Paris débutait obligatoirement par une promenade au quartier chinois de Billancourt. Simple question de pittoresque. En réalité, ce chapitre des Jaunes est le moins important, surtout si on le compare à celui des Nord-Africains. Il n'en a pas toujours été ainsi. Nous avons introduit en 1918, pour les besoins de la défense nationale, près de cinquante mille Indochinois et 37.000 Chinois, employés dans les fabriques d'avions et de munitions, les entrepôts militaires, sur les voies ferrées. Les Tonkinois et Annamites comptèrent sans doute parmi nos meilleurs auxiliaires coloniaux, adroits, propres et souples, capables d'être spécialisés. Les Chinois causèrent beaucoup de mécomptes. Groupés souvent au hasard, par tribus rivales qui ne parlaient pas les mêmes dialectes, que des milliers de kilomètres avaient séparés jusque-là, il réglaient leurs différends au couteau et s'adaptaient médiocrement à leur tâche. L'armistice renvoya en Asie, pourvus d'un bon magot, la plupart de ces demi-mobilisés. Il en restait 1200 tout au plus en 1920.

Comme pour les Nord-Africains, nous voyons bientôt une nouvelle vague attirée par la prospérité succéder à la vague enrégimentée de la guerre. Nous avons 43.000 Jaunes en 1926, dont 13.000 à Paris. Leur nombre, dès le début de la crise, n'a cessé de décroître. J'ai visité Billancourt, voici sept ou huit ans, alors que les usines d'automobiles utilisaient près de trois mille coolies. La grande affaire était alors de découvrir dans cette banlieue insignifiante les fumeries d'opium qui ont appartenu surtout à la littérature des journaux policiers. Les manœuvres de chez Renault et de chez Salmson ont fumé en France beaucoup plus de paquets de gris que de boulettes d'une drogue coûteuse. Cet hiver, il ne restait pas à Billancourt plus de trois cents Chinois, disséminés d'hôtels en hôtels, et qui n'ont plus guère qu'un ou deux cafés où ils créent encore, par leur bavardage nasillard, une ambiance exotique. On en recenserait deux mille au plus dans Paris et la banlieue, avec un millier peut-être d'Annamites.

Les ouvriers vivent par petits îlots très dispersés dans la périphérie. Les éléments les plus interlopes, camelots, petits receleurs sont tapis dans les alentours de la gare de Lyon qui forment probablement, sitôt que l'on quitte ses grandes artères, un des quartiers les plus lugubres et les plus secrets de Paris. Il y a encore les traiteurs, les quelques épiciers et blanchisseurs de la Montagne Sainte-Genève. La colonie japonaise, uniquement intellectuelle, commerçante et diplomatique, n'entre pas ici, bien entendu, en ligne de compte.

Les métissages ont été très rares. Le noir bien bâti, coquet, jovial, à la lippe sympathique, peut être irrésistible, nous l'avons vu, aux yeux des petites bonnes, des ouvrières et même de petites bourgeoises. Le Sidi répugne à ces dames, fort heureusement, et pour des raisons cliniques. Les étudiants chinois, élégants et bien argentés ont, comme il se doit, remporté tous les succès auprès des « fillettes » du boulevard Saint-Michel et de Montparnasse. Mais le prolétaire jaune inquiète. Les Chinois de Billancourt, comme les Arabes de Clichy, n'ont guère connu que les faveurs de misérables prostituées.

Il est certain que la mystérieuse activité des Chinois n'appartient pas seulement aux scénarios des films américains. Ils se faufilent entre les rouages de la civilisation parisienne de la plus énigmatique façon. Que sont devenus, par exemple, ces bandes de petits jongleurs, appartenant certainement à des entreprises de maquignons d'enfants, qui jouaient naguère du bâtonnet aux terrasses des cafés ? De quoi vivent ces montreurs d'éventails de papier et de bouddhas de plomb dont ils ne vendront jamais une seule pièce ?

Sans imaginer des romans à la Dekobra, et des coolies changés tous les soirs en seigneurs dans des paradis artificiels, on peut dire que la pègre chinoise est la plus fuyante, la mieux terrée de tout Paris. J'avais jeté un coup d'œil, l'été dernier, sur l'îlot de Corneilles-en-Parisis, où vivent des carriers chinois, bonasses, ponctuels au travail. Les baraquements de ces célibataires, si l'on oubliait les graillons de l'affreuse cuisine, auraient pu être donnés en modèle d'ordre et de propreté. On vient d'y découvrir un atelier de fausse monnaie.

Les abords de la rue de Bercy, des entrepôts du P.-L.-M. révéleraient, eux aussi, à des enquêteurs patients, d'étranges faits divers. Pour les quatre ou cinq cents étudiants jaunes de la rive gauche, intelligents, appliqués, ils gagnent des diplômes avec de brillantes mentions, sans avoir le moindre besoin de tous les passe-droits octroyés aux Juifs d'Allemagne. Ce sont des mathématiciens, des chimistes remarquables. Ils apprennent aussi fort aisément à muer les homélies de Sorbonne, les campagnes de nos journaux en bonnes bombes marxistes. Cela est grave. Mais qui faut-il chasser d'abord ? Les mauvais maîtres, ou les élèves trop attentifs ?

V. Vieille et jeune Russie

Le meilleur et le plus simple moyen, pour faire connaissance avec les Russes de Paris, c'est d'aller un dimanche à l'office de la rue Daru.

L'église, construite naguère pour les barines de la plaine Monceau, est aujourd'hui beaucoup trop étroite. On y entend à tour de rôle un bout de messe, quelques versets des psaumes mélancoliques, majestueusement chantés. La petite cour grillée est un lieu de rendez-vous fort commode. Pour peu qu'il fasse beau, on y voit tous les types devenus classiques de l'émigration, Grands Russiens aux yeux pâles et au crâne rond, Ukrainiens, Caucasiens bruns et remuants. On distingue facilement les anciens officiers des intellectuels, dont les plus âgés sont souvent restés fidèles à la barbiche et au lorgnon.

L'inégalité de leur sort n'a créé entre eux aucune barrière sociale. Ce qui compte, pour un Russe blanc de cinquante ans, ce n'est pas ce qu'on est devenu depuis l'exode, mais ce qu'on était avant. Ce pauvre diable, presque un clochard, qui a rassemblé avec des épingles de nourrice les lambeaux de son pardessus, baise avec une désinvolture parfaite la main d'une élégante compatriote.

Les dernières fourrures, les derniers bijoux sauvés des désastres ont été vendus depuis longtemps. Les manteaux élimés, les feutres déteints racontent pour la plupart des existences précaires. Un ouvrier français endimanché a un aspect beaucoup plus confortable. Cependant, dix-huit années de misère ou de médiocrité, de pauvres besoins domestiques, de promiscuité dans les ateliers, les garages ou les bureaux n'ont rien mis de plébéien chez ces bourgeois, ces aristocrates, même quand ils gagnent leur pain comme chauffeurs ou comme manœuvres.

Dans un coin de la cour, un vieux militaire a déballé tout un petit musée du souvenir : minuscules casquettes de drap, aux couleurs des anciens régiments impériaux, croix et médailles des ordres abolis, chromos avec des cosaques et des dragons au galop, des francs-tireurs en herbe de l'armée Wrangel, potaches bardés de cartouchières et fumant des pipes de grognards. Une femme au visage fin et usé, dans une robe sans âge comme elle, assise sur un pliant tout rafistolé de ficelles, garde un éventaire d'icônes, des saints Michel, des saints Nicolas peints à la main, infimes ressources tirées des lointains souvenirs d'une éducation de jeune fille distinguée.

Des garçons de vingt ans, bien plantés, qui me répondent dans un excellent français, crient des journaux nationalistes à la porte, comme les camelots du roi devant nos églises.

L'officiant, dans ses ornements dorés, traverse la cour, rejoignant le presbytère. C'est l'heure de la vodka, blanche ou jaune, que l'on débite en face dans une épicerie vite bondée. On lampe les verres, on fait, debout, sans façons, une dînette de caviar fort honorable, de beignets à la viande et d'esturgeon froid, parmi les harengs, les bocaux de concombres marinés et de fromages bessarabiens. Coudoisement très familier, mais qui garde cependant un air de bonne compagnie. La caissière elle-même a l'air d'une grande dame, et c'en est peut être une. Des jeunes femmes, que j'ai aperçues dans des concerts élégants, rient à quelques anecdotes en goûtant, sous un chapelet d'oignons et de saucissons, l'inévitable salade Olivier. La vodka chauffe un peu l'atmosphère. Cet apéritif, sans souci de nos horaires, de nos coutumes, se prolongera jusqu'au milieu de l'après-midi.

A quelques pas de là, c'est une boulangerie-salon de thé, où les dames à cheveux blancs, aux toilettes dévastées, émiettent quelques brioches : une vitrine où les bibelots religieux et militaires voisinent avec les offres de leçons de piano ou de dessin. Dans l'angle d'une porte, une très vieille « baba », toute quadrillée de rides sous son fichu, nourrice ou gouvernante de jadis, mange humblement un gâteau.

C'est une sorte de canton purement slave, recréé là pour quelques heures, que l'on retrouverait en même temps près de

l'église de la rue Petel, groupant la minorité des orthodoxes demeurés fidèles au métropolite Serge de Moscou, près de l'église de la rue de Crimée, un peu plus roturière celle-là.

Des émigrés discrets

Il faut une fête ou un office pour voir des Russes ensemble. Les émigrés sont disséminés à travers Paris comme dans le monde. Ils ne sont même pas exactement d'accord sur leur nombre. Tenons-nous en au chiffre de 35.000 (sur 70.000 environ dans toute la France) qui semble le plus proche de la réalité, si l'on retranche, comme il se doit, les Juifs des statistiques officielles. Vingt mille environ d'entre eux possèdent des passeports Nansen, délivrés par la Société des Nations, trois ou quatre mille des passeports des autorités soviétiques qui les font citoyens de l'U.R.S.S., mais leur valent aussi d'être plus ou moins en quarantaine dans la colonie. Parmi les 26.000 Russes naturalisés, il y a une énorme majorité israélite.

M. Georges Mauco, dans son beau livre sur Les étrangers en France, citait, il y a trois ans, un millier de Russes, pour tous les départements, vivant de leurs revenus, sans profession déclarée. C'est fort peu, si l'on songe que les deux tiers au moins de ces émigrés appartenaient à des classes cultivées, le reste étant surtout formé par des troupiers de l'armée blanche.

Ces déracinés, que la presse extrémiste n'a cessé de représenter comme une canaille, contre lesquels elle a basement exploité le crime de Gorguloff, fou isolé ou dirigé par l'ennemi, sont, en réalité, les plus discrets des émigrés, ceux qui nous sont le moins à charge. Ce n'est certainement en songeant à eux que Gaxotte et moi avons choisi pour cette enquête le titre de « L'Invasion ». Les tableaux démographiques les plus secs montrent assez les différences que l'on doit établir entre une élite arrachée par la violence à sa patrie et les heimatlos éternels de la race juive, les agitateurs, les propagateurs de théories meurtrières vomis par leurs gouvernements, le prolétariat moutonnier occupant par centaines de milliers les places qui devraient revenir à des travailleurs français.

Dans les inquiétantes statistiques de la criminalité étrangère, où le pourcentage des Sidis condamnés en cour d'assises est quinze fois supérieur, proportionnellement à leur nombre, à celui des Français, celui des Polonais quatre fois, celui des Italiens trois fois, les Russes arrivent en dernier lieu. Ils ont senti que leurs intérêts leur ordonnaient une réserve absolue sur les affaires intérieures de leurs hôtes. Allez donc loger cela dans la cervelle d'un terrassier espagnol ! On peut dire qu'aucun Russe blanc ne s'est mêlé à la politique française. Le sieur Rosenfeld, qui se permit d'adresser dans le journal de Blum une espèce d'ultimatum à un ministre des Affaires étrangères français, n'est pas un Russe, mais un Juif à l'état le plus nocif.

Ce sont des journalistes, des chefs de partis bien renseignés qui me l'ont dit : Il n'y a plus en France de Russes riches. Avec leur incorrigible prodigalité, ceux qui avaient pu sauver du désastre de quoi finir tranquillement leur existence, ont à peu près tout dilapidé dans les années d'inflation et de fièvre plus contagieuses pour ces hommes ballottés et chargés de malheurs

que pour personne. Les calculs de M. Mauco montrent qu'ils se sont débrouillés, avec plus ou moins de bonheur.

Ils ont cherché à utiliser leur goût inné. Des princesses ont ouvert des maisons de couture ou de modes, des magasins d'antiquités. Les dessinateurs de nouveautés, les costumiers de théâtre sont souvent des Russes. Des intellectuels ont trouvé des emplois dans des banques, des maisons d'édition. Quelques ingénieurs occupent dans l'industrie des places éminentes. L'un d'eux, chez Caudron, a été un des principaux constructeurs de l'hydravion vainqueur dans la Coupe Deutsch de la Meurthe. Aucune émigration n'a jamais été plus riche en peintres, en musiciens, en acteurs, en danseurs, en écrivains qui conservent leur originalité, mais exercent souvent autour d'eux une précieuse influence, laisseront leur nom dans l'histoire artistique et spirituelle de Paris.

Il arrive aussi qu'un fonctionnaire, un officier, ait installé un petit restaurant, une boutique, qui sont des points de rendez-vous un peu dans tous les quartiers de Paris, mais surtout vers les Ternes, et dans les XIV^e et XV^e arrondissements. Les moins chanceux, les moins adroits, et aussi les plus démoralisés, sont devenus, dans la banlieue, des ouvriers d'usine. Il y a malheureusement aussi les isolés, les vieilles gens, les épaves innocentes, combien plus pitoyables dans leur détresse morale et physique que les Arméniens de Billancourt sereinement vautrés dans leurs ordures.

Je sais que des musiciens de brasserie se sont plaints de l'envahissement de leur corporation par des camarades étrangers, Slaves surtout, et leur cas, pour modeste qu'il soit, ne doit pas nous laisser indifférents. Il faut dire cependant qu'un bon orchestre de balalaïkas ou de tsiganes a une spécialité qui lui vaut raisonnablement d'autres engagements que ceux d'une troupe française. La vérité est qu'il y aurait de la place pour tout le monde si Paris était plus vivant, si le disque et la radio n'étaient pas les adversaires du balalaïkiste aussi bien que de l'accordéoniste.

En somme, les émigrés russes se sont trop dispersés selon leurs aspirations, leurs talents, leurs mérites ou le simple hasard, pour jouer, dans quelque branche que ce soit de l'activité nationale un rôle vraiment encombrant. On ne voit guère que le taxi ou ils exercent une véritable concurrence. Les anciens militaires ont eu très vite, pour ce métier assez indépendant, une prédilection qui n'est pas toujours en rapport avec leurs aptitudes. Mais la concurrence russe pèse beaucoup moins lourdement dans la crise des taxis que le double tarif nocturne.

Souvenirs du temps de la Douma

Les Russes ont à Paris deux grands journaux : La Renaissance et Les Dernières Nouvelles, le premier à droite et le second à gauche, groupant dans sa collaboration surtout des Juifs et des socialistes révolutionnaires. Mais ces étiquettes correspondent mal à la diversité des sentiments et des opinions de l'émigration. Il n'est pas si simple que cela, surtout quand on est Russe, de faire sa profession de foi antisoviétique. La tragédie révolutionnaire et l'exode n'ont pas aplani toutes les anciennes querelles. Imaginons que nous ayons été victimes à

notre tour du fléau rouge, et qu'à Rome ou à Londres, nous persistions à nous jeter à la tête, entre modérés, radicaux, socialistes de France, démocrates populaires, nos arguments sur ce que nous n'avons pas fait et sur les moyens à prendre quand nous aurons reconquis le pouvoir. C'est assez cela, compliqué par le caractère slave.

Un Russe me le disait l'autre jour : « Il faut bien que l'émigration ait son idéologie. C'est sa raison d'être et d'attendre. » Sans doute. Mais cette idéologie est fort mouvante. On peut entendre encore des socialistes se demander avec des arguties infinies s'il sera opportun de reconstituer la Douma ou si le parlementarisme est vraiment défunt. Les anciens constitutionnels démocrates (les Cadets) se distinguent toujours des nationalistes du centre, et il y a encore beaucoup de nuances de ceux-ci jusqu'aux monarchistes légitimistes.

Petit à petit, ces divergences sont devenues plus abstraites et ne paraissent guère servir qu'à marquer chez les Russes des attitudes intellectuelles. Je ne pense pas que les plus ardents doctrinaires gardent beaucoup d'illusions à ce sujet. Ils maintiennent leurs théories un peu comme la tradition de la vodka, avec un intime scepticisme.

Si les conversions au bolchevisme ont été exceptionnelles, dues à des crises de désespoir, à une nostalgie irrésistible de la patrie, le temps est déjà loin où les Russes exilés n'avaient de pensées que pour la revanche. Les officiers et les soldats blancs avaient rêvé de garder la discipline et la camaraderie militaires, de composer, pour le jour propice, les cadres de la grande armée antimarxiste.

Beaucoup de popotes s'étaient alors créées, où les artilleurs, les fantassins, les cosaques s'efforçaient de vivre en commun. Puis, les exigences du gagne-pain les ont dispersées. Depuis la disparition du général Koutiepoïf, l'Association des anciens combattants russes a renoncé, ou peu s'en faut, à toute activité. Les amicales de troupiers d'un même régiment sont nombreuses, comme celles des citoyens d'Odessa, de Kiew, de Moscou et d'autres villes, mais ce ne sont que des prétextes à réunions, à petites fêtes. Chez tous, évidemment, les espérances sont bien estompées. On retrouve un peu trop, me semble-t-il, l'esprit de parti, les initiatives isolées et assez confuses parmi les institutions charitables destinées à secourir les misères de l'exil. Les Russes peuvent répondre qu'ils ont fort à faire, avec des moyens très médiocres, pour s'entraider, d'autant que les années passent, augmentent le nombre des impotents, des vieillards, qui sont loin de tous trouver place dans la maison de retraite de Sainte-Geneviève-des-Bois, dirigée par la princesse Mestchevsky. Mais il me semble qu'un organisme central d'assistance eût été plus efficace.

Un regard sur l'avenir : les jeunes Russes

Les exilés russes ont lutté souvent avec une vaillance que l'on ne soupçonnait guère chez ces fatalistes. Ils ont souffert beaucoup, oublié un peu. Mais voici un aspect tout neuf de l'émigration : la jeunesse russe, qui arrive à l'âge d'homme. Elle a grandi dans nos écoles et nos lycées. Elle sait encore le russe, mais moins bien que le français, qu'elle lui préfère certainement

pour écrire, pour échanger des idées. Elle a, en commun avec nos étudiants, des goûts, des désirs et des inquiétudes, aggravées encore par sa situation. On aurait pu parler d'assimilation, s'il ne s'était produit l'un de ces phénomènes que les démographes n'ont pas prévu : la poussée des nationalismes européens qui, partout, s'est exercée d'abord sur les générations d'après guerre. Ces garçons en ont ressenti l'influence, bien qu'ils n'aient souvent conservé de la patrie que des images enfantines et brouillées.

Un fossé se creuse entre les pères et les enfants, mais point dans le sens que l'on aurait imaginé. Ces jeunes gens ne comprennent plus les dissentiments de leurs aînés. Un Russe de cinquante ans ne peut concevoir comme idéal qu'une Russie redevenue semblable à celle de 1914 et où triompherait son parti, impérialiste ou démocratique. Il n'aperçoit guère de salut, pour la Russie, que dans un autre cataclysme, emportant de fond en comble l'édifice soviétique, une défaite écrasante peut-être de l'armée rouge en Extrême-Orient ou devant une invasion allemande.

Son fils lui reproche ses vœux du désespoir ou bien cette tiédeur, cette incrédulité grandissante. La révolution demeure bien, pour le Russe de vingt ans, une barbarie, mais il peut la juger de sang-froid. Il sait qu'il doit compter avec ce qui a été fait, malgré tout, en U.R.S.S. depuis dix-huit ans. Il n'a pas de regret, mais une immense curiosité pour cette terre presque inconnue, ce peuple dont le sang bat dans ses veines.

Il redoute la guerre, parce que la Russie, même communiste, reste la patrie, qui serait terriblement diminuée et meurtrie par une défaite. Il se persuade, en lisant la presse rouge, que le collectivisme est en régression partout. Les plus purs marxistes, les Juifs internationalistes, un par un, ont été écartés du pouvoir. Staline, dont on a le droit d'écrire le nom qu'en majuscules grasses dans les livres et les journaux, n'est plus seulement un dictateur, mais un despote oriental. On ne dit plus à l'armée rouge qu'elle est l'instrument du prolétariat mondial, mais on lui insuffle un chauvinisme jacobin. C'est de ses rangs, peut-être, que partira le mouvement libérateur.

Le jeune Russe a mis toute sa confiance dans une faillite complète du marxisme, qui lui paraît désormais inévitable. Dès lors, c'est à lui, assoupli, éclairé par la culture occidentale, que reviendra la place de l'élite décimée. Il s'y prépare. S'il se fait ingénieur, architecte, contremaître, journaliste, c'est d'abord pour reconstruire la Russie.

On voit ainsi, de l'émigration morcelée, résignée, surgir un mouvement d'un optimisme magnifique, qui a pour lui sa juvénile vigueur, sa logique, une prévision certaine des événements qui se sont déroulés jusqu'à ce jour et, ce qui est beaucoup mieux encore, un chef.

C'est un jeune aristocrate d'origine caucasienne, M. Kasem-Beg, un Méridional d'une vivacité entraînante. A quinze ans, dans sa province russe, il traduisait Maurras. A seize, il faisait le coup de feu dans l'armée de Wrangel. A dix-huit ans, il découvrait les articles de Mussolini.

On peut dire qu'il groupe autour de lui, tant en adhérents actifs qu'en sympathies, la plus brillante part de la jeunesse

russe émigrée. Il l'entretient dans une doctrine nationaliste et monarchiste, avec le grand duc Cyrille pour prétendant. Il lui a donné, par son activité méthodique, une organisation dont la solidité a beaucoup surpris les Russes d'ancien régime.

Dans tous les coins du monde où l'émigration s'est concentrée, en Extrême-Orient, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Amérique, le parti Jeune Russe, né à Paris, possède des journaux, des sections gardant entre elles des contacts permanents. Il a déclaré qu'ennemi du régime stalinien parce que nationaliste, il n'hésitait pas à tendre la main, par-dessus le régime, à la jeunesse de l'U.R.S.S. Il est certain que, grâce à des ingénieurs, des soldats qu'il a bien fallu envoyer en pays capitaliste apprendre des spécialités, les Jeunes Russes possèdent dans les ateliers, dans l'armée rouge, de secrets agents de propagande.

M. Kasem-Beg est l'ouvrier d'une foi nouvelle, dégagée des chimères, dont j'ai retrouvé la puissance, je dirai presque la sérénité, aussi bien chez une élite d'étudiants que chez des hommes faits de trente ans, pétris par ailleurs de notre culture, de nos habitudes morales. Leur persévérance prouve que le patriotisme est bien une réalité spirituelle.

Quand le gendarme est sans pitié

Si nous n'avions, en France, d'autres émigrés que les Russes blancs, n'importe quelle mesure vexatoire prise contre eux serait offusquante. Puisqu'ils sont mêlés à trois millions d'étrangers, il est nécessaire qu'ils soient soumis à la règle commune, dont nous ne cesserons pas de réclamer le renforcement. L'injustice commence quand le réfugié russe, à cause de son isolement, est le plus directement menacé, le plus sévèrement châtié par une loi si élastique pour tant d'autres. Le Russe blanc ne possède aucun représentant officiel. Pratiquement, il lui est impossible de quitter les frontières françaises. Or, il semble qu'à cause même de sa faiblesse on fasse contre lui des exemples impitoyables.

C'est, par exemple, le cas du Russe Belokouroff, ancien officier de la grande guerre, ancien sergent mitrailleur de la Légion, cité à l'ordre du jour par le général Théveney, en 1923, pour sa conduite au feu, condamné en 1930 pour pugilat, faute vraiment vénielle. Toute condamnation pour un étranger, même avec sursis, comporte l'expulsion. Belokouroff passe la frontière allemande. Il est refoulé, condamné deux fois coup sur coup pour n'avoir pas quitté la France. Il croupit depuis à la Santé, certain d'être réincarcéré pour le même motif dès sa libération, puisqu'il est dans l'impossibilité matérielle de satisfaire à la loi.

Tel autre Russe indigent, pour n'avoir pas fait renouveler, en acquittant la taxe, sa carte d'identité, est également condamné, expulsé, refoulé de Belgique, repris, incapable de reconquérir une existence légale. Ces jours-ci, grâce à un interne, il avait trouvé un refuge : la morgue d'un hôpital.

C'est le même sort, répondra-t-on, que celui d'un communiste italien sous le coup d'un arrêt d'expulsion et qui n'ose pas se faire rapatrier par un consulat fasciste. Mais le communiste italien, arrêté les armes à la main dans une manifestation, est un ennemi. Puis, il trouve vite de bruyants

défenseurs et un sûr refuge dans n'importe quelle municipalité rouge.

Nous demandons quel est le plus coupable, d'un misérable agitateur comme le Juif naturalisé Rosenfeld, qui a mérité vingt fois sa relégation pour sa besogne de haine et de trahison, ou du sergent Belokouroff, qui a eu le poing un peu lourd un soir de vodka. Mais la Ligue des Droits de l'Homme n'ouvrira jamais sa porte au sergent Belokouroff. Dans un régime où le ministère de l'Intérieur est continuellement maçonnique, le préjugé défavorable n'est pas pour les agents du Komintern circulant chez nous aussi librement que des ambassadeurs, mais pour les blancs vaincus, sans défense, qui ont péché contre l'administration.

Hélas ! nous n'y voyons aucun remède. Un statut spécial aux Russes profiterait immédiatement à la pire racaille marxiste. J'ai cité ces navrantes histoires pour que l'on apprenne du moins comment on peut enfler les statistiques policières afin de nous laisser croire à une stricte surveillance ; que l'on sache qu'il n'y aura pas, chez nous, de véritable justice aussi longtemps qu'elle sera soumise aux distinctions d'ordre politique, sourde aux distinctions morales, qu'elle confondra dans la même peine un menu délit et un crime contre la société.

VI. Chez les mineurs polonais

La colonie des intellectuels polonais est une des plus anciennes du Paris cosmopolite, celle dont l'histoire est probablement la plus émouvante. Dans ses salons, chez ses écrivains, ses artistes et ses aristocrates, a battu pendant tout le XIX^e siècle le meilleur sang d'un grand peuple. On espère bien que cela ne sera pas oublié, lorsque dans trois ans, par exemple, la belle bibliothèque polonaise du quai d'Orléans fêtera son centenaire.

Encore une fois, nous nous défendons de faire ici le procès d'une élite étrangère, qui sait distinguer nos qualités et nos défauts. Pour ceux de ces étrangers assez perfides pour se mêler de nos querelles et de nos intérêts, pour abuser de notre hospitalité jusqu'à prétendre s'arroger des droits sur nous, les Français commencent à savoir les reconnaître. On en dressera quelque jour la liste nominative, si cela devient nécessaire, pour éviter de déplorables erreurs quand viendra le temps du châtiment.

Le véritable problème des étrangers en France est celui dont nous esquissons ici les aspects les plus importants : c'est l'introduction dans nos frontières, depuis quinze années, des réfugiés politiques de toutes les couleurs, et surtout d'énormes masses populaires. Dans un Etat fort où l'on aurait eu le courage de faire une véritable politique d'immigration (filtrage, rejet de tous les éléments ethniquement ou moralement indésirables, assimilation automatique, incorporation par tous les moyens à la communauté française des autres), cette expérience démographique aurait pu obtenir un utile succès, encore qu'il faille bien se garder de comparer notre vieux et petit pays avec le fameux « creuset » d'une Amérique de cent vingt millions d'habitants.

Parce que nous vivons sous le régime d'une démocratie étiolée, dont les doctrines officielles sont l'internationalisme, le « culte impie » de la liberté et de l'égalité, l'immigration ouvrière nous a valu beaucoup de déceptions, nous a créé des difficultés auxquelles il est indispensable aujourd'hui de trouver des remèdes qui ne vont malheureusement plus sans de graves inconvénients.

Nous avons visité, jusqu'à présent, une plèbe exotique (Orientaux, Jaunes, Africains), dont l'admission sur notre sol demeure une faute impardonnable, que l'on a laissée se disperser à sa guise alors qu'il fallait l'encadrer sévèrement si l'on avait vraiment besoin d'elle.

On ne saurait la confondre avec les populations européennes, venues de pays amis, en possession de contrats de travail réguliers, qui nous ont rendu des services nullement négligeables, quelquefois irremplaçables.

C'est dans ses colonies, polonaises, italiennes, que l'on peut rencontrer les sujets les mieux désignés pour une assimilation naturelle. Mais justement, leur extraordinaire densité, dont nous sommes les premiers responsables, sur des parties souvent très étroites du territoire (cent mille Italiens dans les industries de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle), crée de nouveaux et graves problèmes, déroutant toutes les prévisions des sociologues en constituant des îlots impénétrables d'étrangers, des petites patries irréductibles.

Quatre cent mille Polonais

Il existe, dans la banlieue parisienne et sur la zone, des noyaux polonais (22.000 en tout au mois de juillet dernier), que l'on distingue vite de leurs voisins arméniens, espagnols, italiens. Je signale aux curieux certains hameaux, par exemple dans l'effarant bric-à-brac ethnique des alentours de la porte Montmartre, des auberges de planches, avec leurs servantes joufflues en broderies nationales, avec leurs buveurs massifs, taillés à la serpe. Elles surgissent plus propres, plus nettes, plus lointaines aussi du pullulement des gitanes braillardes, aux châles aveuglants, dont la marmaille se confond, sous la boue, la crasse et le hâle, avec celle des manœuvres espagnols, de la horde des brocanteurs et receleurs juifs, étalant toutes les variantes de l'ophtalmie, de la conjonctivite, des dermatoses. Mais pour étudier sous son aspect le plus typique, le plus saisissant, l'immigration polonaise, il faut aller la voir dans le Nord de la France, où elle groupait, l'an dernier encore, pour deux seuls départements (Nord et Pas-de-Calais), cent quarante mille âmes environ (35 % des 400.000 étrangers de la région et aussi des 400.000 Polonais).

Les excellents trains du réseau me portent en trois heures et demie au cœur du bassin minier. Le paysage, malgré sa dramatique monotonie, malgré ce jour terne, n'est point accablant. L'immense capitale du charbon français, qui n'a d'autres monuments que les tours de ses puits, étend à l'infini ses petites maisons, ses rails où les Decauville halètent en tout sens. Bien que l'activité y soit aujourd'hui réduite, une vie puissante en monte encore. Je comprends que la race ne soit pas triste, que tant d'ingénieurs se soient attachés à ce terroir d'où la

nature a disparu, où les vieux lieux-dits, qui subsistent même dans les grandes métropoles, ont été remplacés par des numéros de fosse : un tel habite au numéro 3 de Liévin, au numéro 5 d'Ostricourt.

Il y a vingt ans, au bout de cet horizon, l'offensive de l'Artois se préparait. Je suis à quelques kilomètres de Neuville-Saint-Waast, de Souchez, d'Ablain-Saint-Nazaire, de Notre-Dame-de-Lorette. La ligne Woltan du système Hindenburg suivait presque cette voie à l'automne de 1918. La guerre fut presque aussi acharnée par là qu'à Verdun et au Chemin des Dames. Moins de dix ans après, cependant, tout était debout, s'était même prodigieusement développé, en surface comme dans le sous-sol affreusement dévasté. Besogne colossale, que l'on aurait pu mener à bien, il faut le dire, sans nos auxiliaires étrangers.

Les premiers des Polonais arrivèrent en 1919, presque en même temps que les réfugiés. Les compagnies de mines se trouvaient alors devant une situation plus que critique : fosses inondées, déboisées, bouleversées, toutes les installations de surface en miettes. Et plus de bras pour la gigantesque besogne qui s'annonçait.

La guerre avait décimé le corps des mineurs, dispersé aux quatre coins du pays les jeunes qui eussent fourni les apprentis. La métallurgie, les entreprises de construction, elles-mêmes démunies, opéraient un débauchage très actif parmi les débris de cette excellente main-d'œuvre, laborieuse et disciplinée. La démagogie, naturellement, achevait de dégoûter le mineur par la journée de huit heures, par l'influence des syndicats qui s'efforçaient de niveler les salaires, de mettre sur le pied d'égalité un manœuvre de la surface et un piqueur du fond. Telle mine, déclare M. Mauco, ne réunissait plus que 1/5 de l'effectif nécessaire. Dans l'ensemble, les houillères françaises disposaient à peine de 120.000 ouvriers, pour 300.000 dont elles avaient le plus urgent besoin.

C'est alors qu'on se résolut à faire appel aux mineurs de Westphalie et de haute Silésie, qui venaient depuis peu d'être rendus à la Pologne. Les Polonais, déjà utilisés avant la guerre dans l'agriculture, ne jouissaient pas d'une très bonne réputation. Mais aussi, leur recrutement avait été confié aux agents les plus louches. On pouvait avoir la main plus heureuse, cette fois, et on l'eut. Les vingt mille premiers Polonais importés, bien triés, étaient d'excellents mineurs, rompus à leur travail, vigoureux, et qui abattirent une énorme besogne.

Résultat encourageant. Raisonnablement, on pouvait en profiter pour continuer l'opération sur une plus vaste échelle. Mais il est déplorable que l'Etat, toujours pressé de se mêler aux affaires qui le regardent le moins, soit resté presque neutre dans une question nationale. A son défaut se créa, en 1924, une Société générale d'immigration, la S.G.I., en liaison avec les offices de placement polonais, tchèques, yougoslaves.

La S.G.I. assumait d'énormes responsabilités : établissement de contrats de travail réguliers, routage à travers la moitié de l'Europe de bataillons de prolétaires, souvent très primitifs, embarqués dans des trains divisés en trois tronçons isolés : un pour les célibataires, l'autre pour les filles, le troisième pour les

familles ; répartition des émigrés selon les commandes préalables des employeurs. (C'est ainsi que tel Polonais, appelé par une ferme isolée, y était expédié de Toul, gare de triage, avec une étiquette au cou, comme un colis postal.)

Certainement, l'œuvre de la S.G.I. fut importante et efficace. En groupant les émigrés, elle évitait en grande partie les désordres, les fraudes scandaleuses des arrivées en ordre dispersé, où l'Etat, comme sur les frontières méridionales pour les Italiens, les Espagnols, les Orientaux, était le seul juge.

Mais en Pologne, l'afflux incroyable des postulants à l'immigration ne pouvait aller sans erreur. En 24 heures, il fallait désinfecter, vacciner, examiner médicalement, dans un vrai conseil de révision, souvent plusieurs milliers d'individus, fournir des papiers à ceux que l'on déclarait « bons ». Le contrôle moral était à peu près nul. La politique purement utilitaire de la S.G.I., distribuant ses Polonais au hasard de sa clientèle, tenait un compte trop médiocre des facteurs propices ou défavorables à l'assimilation. Surtout, la S.G.I., société anonyme, qui touchait six cents francs par travailleur importé, avait un intérêt majeur à en introduire le plus grand nombre. La plus élémentaire prévoyance eût commandé que l'on fermât les frontières dès 1929, tandis que les premières années de crise virent à peine diminuer le chiffre des convois.

Cent mille mineurs indispensables, bien disciplinés, pouvaient se confondre naturellement, dès la première génération, avec le peuple français. Quatre cent mille Polonais, pour les trois quarts répartis dans la grosse industrie, la grande culture de cinq ou six départements de l'Est et du Nord, ont constitué une masse hétérogène telle qu'aucune nation n'a aujourd'hui les moyens économiques et politiques de l'assimiler.

Lens-Liévin

J'arrive à Lens. Aussitôt, la Pologne m'accueille. La première affiche aperçue, à cause de sa taille, est celle d'un journal, le *Wiarus Polski* (le Brave Polonais), l'un des quinze ou vingt édités dans la région pour la colonie. Polonais le premier restaurant, la première boutique, le premier bureau, qui est un office d'immigration, de placement, de cartes de travail. La sensation immédiate est celle de débarquer dans un pays bilingue.

Une enquête, où que l'on soit, commence toujours par des propos échangés avec le contrôleur du train, le barbier, le cabaretier, l'hôtelière, le commis voyageur. Pourquoi négligerait-on ces menus témoignages ? Si niais qu'ils soient souvent, ils sont plus significatifs que le topo réglementaire de quelque préfet. Ils décèlent les sentiments des trois quarts des habitants.

J'apprends ainsi que les Polonaises ont une réputation établie de gaillardises, et l'on cite des faits divers, quelquefois sanglants, à l'appui. Leurs us et coutumes, après quinze années, rencontrent la même réprobation. Personne ne se soucie fort de connaître leur esprit politique. Mais on n'a pas encore pu comprendre qu'ils jettent dans leur bière une quantité inusitée de genièvre, qu'ils avalent leur saucisson mou, sans pain, par demi-

mètre, avec des piments comme le pouce et des concombres comme le bras.

Il me semble déjà que les deux populations ont vécu côte à côte sans le moindre échange profond : d'une part, la méfiance des émigrés, de l'autre, cette incuriosité foncière de tous les Français du peuple et de la petite bourgeoisie. L'installation des Polonais leur est devenue à la fois familière et presque négligeable. Ils en ont vu bien d'autres par ici : « Quand nous sommes revenus en 1919, m'ont dit des ingénieurs, des fonctionnaires, c'était un champs de gravats sur des kilomètres. Les vieux de soixante ans, qui avaient passé là toute leur vie, ne retrouvaient même plus la place des rues. Pour déblayer, il fallut une petite armée de Chinois, de Kabyles, d'Espagnols. Ça couchait dans des baraquements, ça rodait, ça se tuait. A cinq cents mètres de la gare, les rues, quand on a commencé à rebâtir, étaient si dangereuses qu'on ne s'y serait plus aventuré à la nuit tombante sans un revolver. »

Certainement, après le contact de cette lie aujourd'hui débandée, les Polonais ne paraissent guère encombrants. Ce matin, à Lens et à Liévin, les deux villes qui se confondent, les cités paraissent abandonnées aux enfants. Je n'entends que le français autour de moi, dans des secteurs où l'on m'a pourtant signalé de grosses agglomérations polonaises. Sensation assez troublante. Cette petite fille aux joues rouges et vernies comme des pommes du Canada, au fichu vert noué sous le menton, n'est certainement pas de chez nous. Mais elle a les mêmes gestes, le même argot que les petits Artésiens. Et je comprends beaucoup mieux son accent, qui lui a été enseigné par l'instituteur et non par le jargon sympathique et chuintant du cru.

Tous les trente ou quarante pas, quand on sort des cités, une boutique polonaise. Lens, où se sont groupés les fonctionnaires, les commerçants établis de père en fils, tient la colonie étrangère un peu à l'écart de son centre. Cependant, des charcutiers, des horlogers venus de Lwoff, de Thorun, se sont glissés jusque dans les deux ou trois artères principales, entre « Le Repos de la pédale, estaminet », et « Le Soldat laboureur ».

Bientôt, je ne tarde pas à voir, sur des vitrines de tailleur, de fourreurs, quelques patronymes d'Israël. J'en étais sûr : où il y a du Polonais, il doit bien y avoir du Juif. Ceux qui paient patente sont une infime minorité. J'en apercevrai surtout dans les salles d'attente, les autobus, sur les marchés où ils liquident à la sauvette n'importe quoi. Juifs bistrés, dont la houppelande est presque encore une lévite, tels que l'on en rencontre plus que dans les Karpathes. Juifs déteints de poil, de peau et de hardes, en perpétuels déplacements, chargés de ballots mystérieux. Ils répugnent également aux Polonais et aux Français du bassin qui les accusent, non sans raison, des pires commerces. Impossible de ne pas songer devant eux à des espionnages de la plus basse zone, à des complicités sordides avec les contrebandiers d'armes, de stupéfiants, avec les agents révolutionnaires.

Ces Juifs de cauchemar sont arrivés derrière les mineurs polonais comme naguère les détrousseurs de champs de bataille derrière les armées. Le pis est que, n'étant pas inscrits comme ouvriers, ils ont pu pénétrer librement chez nous, esquiver tous les contrôles. Un honnête artisan anglais ou suisse qui vient

passer huit jours en France risque d'être soumis à de multiples tracasseries, suspecté d'infractions à toutes les lois imaginables. Mais le crapuleux nomade, l'irrégulier rejeté par quelque ghetto de Galicie, parce qu'il se donne pour « commerçant », voit s'ouvrir à deux battants notre frontière comme s'il exhibait un passeport diplomatique.

Aux mines de Courrières

Sallaumines, sur la rive droite du canal de Lens, a été la commune de France qui possédait le plus fort pourcentage de Polonais : plus de la moitié de ses 14.700 habitants. Ce mois-ci encore, malgré de récents départs, sur 6.300 étrangers, elle a près de 5.200 Polonais (les 1.100 autres : Tchèques, Serbes, Hongrois, Italiens, vivent dans les mêmes conditions).

Je suis sur le territoire des mines de Courrières, dont le nom est demeuré tragique depuis le 10 mars 1906, la catastrophe aux douze cents victimes. Voici le monuments des 200 mineurs de Sallaumines, tués par le grisou. A droite, c'est le puits n°13, d'où personne n'est remonté. Tout l'après-midi, je marche. Je sors de Sallaumines pour entrer dans Montigny, puis dans Hannes. Ce matin, je m'imaginais dans une ville bilingue. Comment ne pas me croire maintenant perdu au fond de quelques banlieue étrangère ? Les chiffres mêmes de l'état civil, si éloquents qu'ils soient, semblent inférieurs à la réalité. Les cités se sont dégarnies d'un certain nombre de familles, refoulées ou débauchées, mais tout le commerce polonais est encore en place, bien incrusté.

Sur les kilomètres de cette interminable rue, ce sont les charcuteries, les merceries, les boulangeries, les cordonneries, les cafés. Et aussi les plaques de cuivre des dentistes, des médecins, des sages-femmes, des marchands de disques et d'instruments de musique, largement pourvus en guitares, en violons, même en pianos, des librairies avec tous les journaux en langue maternelle de la région et de Varsovie, des magazines à images, des illustrés pour les enfants, et encore des feuilles et des livres en allemand. Singulière sensation que de lire sous un ciel français : Fryzjer, coiffeur, Trnka, tailleur chic, ou Rzeznictwo (qui veut dire, je crois, boucherie).

Autant de boutiques, autant, bien entendu, de clients, qui ne se sont jamais accommodés des produits français, qui ont réclamé aussitôt leurs marchands de saindoux, de cervelas, de pâtisseries. La fin de la journée multiplie les allées et venues.

Belle race. Ce serait trop de dire qu'elle est sympathique. Même chez les bruns, le regard est pâle, froid, d'un acier impénétrable, sans rien de cette bonhomie, de ce vacillement quelquefois un peu fou que l'on voit aux prunelles des Russes. Il n'y aurait pas besoin de savoir par la géographie que ces Slaves sont les plus proches voisins des Prussiens. Mais les hommes sont hauts, larges, sains, nets. Des douches sont installées dans toutes les mines. Ils en usent fort régulièrement. Les seules « gueules noires » que l'on rencontre sont celles des Français qui croiraient apparemment déchoir en se lavant en commun, comme au régiment, et préfèrent rapporter chez eux leur crasse de ramoneurs.

Je croise des filles superbes, musclées et roses, quelques-unes trop jolies, trop soigneuses. Les marchandes d'amour ont suivi, elles aussi, l'émigration. Mais cela ne nuit certainement pas à la vie familiale. Les enfants sont innombrables.

Quand les premiers Polonais ont débarqué, on leur assignait les zones les plus saccagées, tel ce vaste fief de Courrières, où ils devaient se contenter d'abord de baraquements. Ils peuvent s'apercevoir aujourd'hui qu'ils ont reçu le meilleur lot. Vers Hénin-Liétard, les vieux corons, que les Français avaient d'abord retrouvé avec joie, ont subsisté, casernes moroses, enfumées et mal commodes. La banlieue lilloise est presque aussi déshonorante que celle de Paris. A Lens, à Sallaumines, à Noyelles, à Méricourt, les Polonais ont été gratifiés de petites maisons d'au moins trois pièces accolées deux par deux sur leur demande, pour qu'une des voisines puisse surveiller toute la nichée d'enfants quand l'autre mère n'est pas là.

Ces maisons sont banales, certes, mais claires, accueillantes, pourvues d'un jardinet où les émigrés font venir leurs choux, engraisent leurs bandes d'oies. La promiscuité est évitée, l'hygiène, voire même une certaine coquetterie, assurées, et cela pour des loyers infimes : quatre, cinq cents francs par an. Tandis que la hideur des bâtiments administratifs et religieux dans toutes les villes reconstruites confesse l'incapacité où l'on fut d'échapper aux plus détestables routines, les compagnies minières ont su faire dans le neuf une excellente besogne. N'oublions pas que ces « mangeuses d'hommes » arrivent au premier rang pour leurs œuvres sociales. Les municipalités les plus rouges se gardent bien de l'ignorer quand il s'agit d'élever un hôpital, de paver un chemin. La compagnie de Lens, sur 44 millions de bénéfices d'un de ces derniers exercices, en consacrait 24 à ses cités et à ses différentes fondations : cantines, infirmeries, sports, garderies et vacances d'enfants.

Les Polonais, il faut le dire, méritent cette sollicitude, au moins pour les vertus de leurs ménagères. J'ai pénétré, tout de go, pour donner dix sous à un gamin, dans quelques intérieurs. J'en ai aperçu beaucoup d'autres par les portes et les fenêtres entrebâillées. Les Hollandais ne sont pas plus scrupuleux dans l'ordre, la propreté. Presque partout, on lit une vie de foyer dans les recherches ingénues de décoration. Et les nappes, brodées à la main selon les motifs traditionnels, jettent leurs couleurs bariolées comme autant de petits emblèmes domestiques et nationaux.

Heil Hitler ?

Tout cela est attachant, séduisant. Mais qu'y a-t-il derrière les yeux glacés et les crânes ronds ?

J'ai parlé à un instituteur français du bassin. Un brave homme, mais rien à en tirer. Il possède dans sa classe une vingtaine de Polonais. Il me verse la tisane que j'attendais : assimilation complète et immédiate, bienfaits et triomphe de la laïcité, de l'égalité des peuples. De toute évidence, il n'a rien vu, rien compris, et surtout pas le rôle qu'il pourrait jouer en apprenant à ces gamins ce qu'est cette France où ils sont nés parce que leur père crevait de faim du côté de Poznan et qu'il avait de solides pectoraux.

Mais voici des témoins sérieux, réalistes. Ce sont des ingénieurs qui vivent depuis dix ans, quinze ans, avec les Polonais, et qui ne sont pas seulement attachés à une fosse. L'un d'eux, spécialiste de la ventilation et de l'aération, parcourt constamment tout le bassin, au fond et en surface.

Ils sont unanimes sur la qualité du Polonais au travail. Les paysans très frustes, habitués au grand air, que l'on a embauchés après les Westphaliens, ont fait eux-mêmes de bons mineurs, robustes, très disciplinés. On a su les employer judicieusement, par équipes, dont souvent ils fournissent le cadre de porions. Comme tout le monde, dans la plupart des mines, ils chôment deux jours par quinzaine. Mais il n'y a presque pas de chômeurs complets. On n'hésite pas à me dire que ces Polonais sont devenus aujourd'hui irremplaçables, pour une bonne part. On ne trouverait jamais un nombre équivalent de Français.

Les premières années d'existence des colonies polonaises ont été inquiétantes. Les bagarres, les vols se succédaient. Depuis, les vigoureux règlements des mines, la crainte salutaire des expulsions, l'acclimatation aussi, ont ramené l'ordre, et la criminalité (vengeance et affaires passionnelles) n'est finalement pas plus importante ici que dans les autres centres ouvriers. La grève de Leforest (refus de remonter du puits) dont on a tant parlé, a prouvé l'action que personne n'ignorait de la propagande communiste sur ces simples cervelles. Mais cette action ne peut guère s'exercer qu'au fond de la fosse durant les heures de travail.

Car les Polonais, qui se sentent sur certains points en majorité, sur beaucoup d'autres à égalité, forment, comme au premier jour, une population tranchée, hermétique. J'admirais le français très pur de ces bambins jouant avec leurs petits camarades lensois. Mais entre eux, et je les ai observé vingt fois, ils ne parlent que le polonais.

C'est que le gouvernement de Varsovie y a tenu la main. Chaque mine a ses écoles libres, très fréquentées, et ses églises. Dans chaque école, des instituteurs polonais ont été autorisés à faire des cours quotidiens. Chaque église possède, d'un côté le presbytère français, de l'autre le polonais. Ces curés polonais, vrais chefs et conseillers des communautés, sont les plus ardents mainteneurs des sentiments patriotiques, en grande partie parce que la France est pour eux le pays de l'athéisme et de la démoralisation.

Nous avons laissé entrer trop de Polonais. Il a fallu s'incliner ensuite devant les exigences de cette masse. Clergé, presse, associations ont entretenu un nationalisme qui ne souffre presque pas d'exception. Les Polonais aiment la musique, par exemple. Cependant on en verra jamais un seul dans les chorales, les orphéons français assez importants dans le Nord. Ils possèdent eux-mêmes leurs sociétés (dont les groupements très actifs de gymnastes sokols) presque aussi nombreuses que dans une colonie allemande. Au reste, l'empreinte germanique n'est que trop certaine sur ces hommes des frontières silésiennes, dont beaucoup furent les sujets de Guillaume II. Ils ont beau savoir que leur bien-être, leurs salaires sont inespérés, craindre le refoulement à l'égal du grisou, ils n'ont d'admiration que pour la vieille machine impériale, dure à ces humbles, mais

qui les éblouissait, et dont ils sont persuadés que la grande Pologne, amie de Hitler, a hérité. Pour eux, en tout cas, la patrie n'est certainement point « l'endroit où l'on se trouve le mieux ». Ce qui est vrai pour les Polonais des houillères l'est pour ceux de la grosse industrie, ceux qui sont dispersés dans les entreprises agricoles, et même pour les petits propriétaires terriens, en général désemparés, sinon miséreux, parce qu'ils ont été floués par des intermédiaires juifs.

Le mot attendu vient sur toutes les bouches sages : « Nous n'avons jamais rien fait pour gagner le moindre prestige à leurs yeux ». La France, pour eux, ce sont les fonctionnaires, naturellement impopulaires, qui contrôlent les cartes de travail, des ingénieurs absorbés par leur responsabilité, des camarades de corvée qui n'aiment pas le savon, déclarent qu'ils crèveront dans une galerie de mine plutôt que de refaire la guerre, des instituteurs qui représentent les grands hommes de notre histoire comme des épouvantails.

Nous n'avons pas su jouer le moindre rôle moral, pourtant facile, auprès des Polonais. Résultat : ils sont volontiers communistes contre nous, tous nationalistes pour leur propre compte. Nous avons perdu sur les deux tableaux.

Je suis allé voir un commissaire de police, celui de la région qui a peut-être le plus d'étrangers sous sa coupe. C'est un petit homme énergique, qui comprend à merveille son métier et n'a pas peur des journalistes comme certains de ses confrères. Quand j'arrive, le guichet est assiégé par des garçons et des femmes de la colonie polonaise qui viennent faire timbrer réglementairement leurs cartes. Le commissaire me communique les statistiques de son ressort. Je voudrais en savoir un peu plus long. Le commissaire ne se fait pas prier : « Tout marche sur des roulettes. Des incidents ? Mais non. C'est de l'histoire ancienne. Les jeunes générations s'adaptent parfaitement. Il n'y a plus que les noms un peu gutturaux qui diffèrent. Tenez, voilà cette petite avec sa mère, qui vient faire contrôler sa carte. Vous voyez, c'est elle qui lui sert d'interprète et qui s'amuse des difficultés de la vieille. Où as-tu étudié, Maria ? A l'école laïque ? Parfait, Maria. Et tu as passé ton certificat d'études. Tu seras une bonne petite française, Maria. Vous voyez, Monsieur, voilà un cas entre cent mille, pris sur nature ».

J'admire, j'opine, mais je comprends sans peine que le commissaire ne m'a pas dit son dernier mot. En effet, quand il n'y a plus au guichet qu'une grosse commère illettrée, il me confie : « J'avais besoin qu'ils entendent ça. Il le faut bien, n'est-ce pas ? Mais n'en croyez pas un mot. En apparence, calme absolu. Ils savent obéir aux consignes, il faut le reconnaître. Pas de délits, pas de communisme militant. Ils redoutent trop l'expulsion. Mais voyez-vous, avec leurs damnés journaux, ils suivent la politique extérieure, à leur façon, de beaucoup plus près que nos mineurs. Ils sont allemands d'éducation, ces gaillards-là ! On l'a trop oublié. Depuis quinze ans, ce qui les a le plus excités, c'est le rapprochement germano-polonais. Je sais très bien qu'il y en a qui racontent : « Allemagne, jeune, forte, France, vieille ». Le jour du plébiscite de la Sarre, par ici, ils suivaient tous les nouvelles à la radio. Et

j'en connais beaucoup qui ont manifesté leur joie bruyamment.
« Nous éliminons le plus possible tout ce qui est douteux, ce qui a été condamné. Au renouvellement des cartes de travail, il est vraisemblable qu'on formera de gros convois de refoulés. On en gardera encore beaucoup. On ne saurait qui mettre à leur place.
« Oui, les enfants paraissent conquis, mais nous ne saurons rien sur eux avant quatre ans, quand les premiers qui sont nés ici feront ou non leur service militaire en France. Je voudrais bien qu'ils optent pour nous. Mais nous ne pouvons rien prévoir. Il coulera trop d'eau sous les ponts d'ici quatre ans. Voyez-vous, leur décision dépendra de l'état de l'Europe et du nôtre. ».

J'ai eu de la chance. Mon commissaire est un bon Français, et il a la cervelle politique.

Deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, depuis quelques mois, la République paie son imprévoyance en renvoyant chez eux de petits paquets de Polonais : vingt, trente, cinquante selon le cas, pour qui le bon temps est bien fini. On veut croire que ce sont les moins bons sujets, les derniers arrivés. On se refuse d'admettre qu'aussi longtemps que les mineurs ne travailleront pas à plein salaire dans le Pas-de-Calais, des étrangers irréductibles partageront leur pain. Mais comme il eût été plus sage de ne jamais rien leur promettre, de ne jamais les recevoir ! C'est la brutalité soudaine de ceux qui ont été trop faibles ou négligents. Il faut bien constater que c'est la plus fâcheuse publicité, pour nous, dans les colonies minières, qui se ferment de plus en plus devant le Français gendarme, dans la Pologne travaillée sans cesse par les agents allemands. Le plus grave, c'est que ces renvois semblent participer de l'éternelle incohérence démocratique. Tandis que nous refoulons les Polonais, nous acceptons par milliers les mineurs communistes de la Sarre.

VII. Les Italiens

Toutes les brochures et les thèses consacrées à l'immigration italienne – la plus complète, un peu trop sèche par ailleurs, est celle de M. Wlocewski, chez Alcan – s'ouvrent par un chapitre historique, indispensable en effet. Le problème n'est plus fortuit, comme pour les mineurs et les journaliers polonais. Il ne peut plus appeler une condamnation radicale, comme la présence sur notre sol de deux cent cinquante mille exotiques, inutilisables pour la plupart. Il s'agit d'un cousinage naturel, permanent, avec la péninsule. Si nos relations normales ont pu devenir désagréables, dangereuses, c'est avant tout une question d'Etat, où l'Etat a sa principale responsabilité.

Les Italiens viennent depuis toujours travailler en France. Louis XI, puis plus tard Colbert, embauchaient les soyeux milanais pour créer l'industrie lyonnaise. Dès le XIV^e siècle, nous avons su profiter par ses émigrants, fabricants, négociants, médecins, financiers, des cinquante ou cent ans de civilisation matérielle que l'Italie possédait sur nous.

L'émigration populaire de la péninsule est aussi la plus ancienne. Les types classiques d'ambulants, modèles, vendeurs de statuettes, musiciens (pas encore complètement disparus : je voyais l'été dernier, dans un village dauphinois, des montreurs

d'ours piémontais, véritables revenants), ont fourni les sujets d'innombrables chromos. Mais, en même temps que cette bohème pittoresque, les Italiens, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, s'embauchaient par milliers dans les industries naissantes ou venaient se spécialiser chez nous dans de nombreux commerces : fumisterie et quincaillerie, épiceries avec produits de la péninsule, boutiques de tailleurs, etc... Phénomène d'osmose fatale entre un pays pauvre qui va se peuplant toujours davantage, et un pays riche en continuel essor, mais où la natalité décroît.

Le machinisme, l'après-guerre, le libéralisme écervelé de L'Etat devaient accélérer le rythme d'un exode qui ne s'est développé pour aucun autre groupe ethnique sur une aussi vaste échelle.

Débarrassons-nous immédiatement des chiffres, qui, réunis, ne sont d'ailleurs que plus saisissants. En 1911, dernier recensement d'avant guerre, nous avons 419.000 Italiens inscrits (36 % des étrangers de l'époque) ; en 1921, 450.000 ; en 1926, 760.000 ; en 1931, 900.000, dont 300.000 sur le littoral méditerranéen, auxquels il faudrait encore ajouter tous ceux ayant échappé, soit par crainte, soit par ignorance, au recensement. On peut en compter à l'heure actuelle 950.000, soit le tiers environ de la population étrangère du territoire français. Depuis deux ans, l'émigration est pratiquement interdite par les autorités fascistes. Il était temps !

Gangsters et révolutionnaires

Est-il besoin de le dire ? Devant cet énorme afflux, dont on ne retrouverait les précédents qu'en Amérique, jouent plusieurs facteurs contradictoires. Les uns sont rassurants : l'ancienneté de l'émigration et de son assimilation (tant de Tomasini, de Bellini sont devenus les Thomassin, les Belin ou Blin du Sud-Est), la consanguinité des deux peuples ; les autres alarmants : l'état moral et politique de cette émigration.

Chacun le sait : rien n'a moins ressemblé que l'émigration italienne au rêve pourtant si naturel de deux nations les plus proches par les sentiments, la langue et les intérêts, se prêtant assistance après la victoire commune en échangeant leurs bras et leurs capitaux. Il suffit d'avoir passé au-delà des Alpes pendant quelques semaines pour savoir à quel point les Italiens nous ont reproché l'assistance offerte à leurs factieux, leurs terroristes, leurs bandits, qu'ils se seraient faits forts de convertir eux-mêmes ou de tenir sous bonne garde. On comprend encore qu'ils aient tout mis en œuvre pour déjouer le danger d'une énorme masse de révolutionnaires italiens fermentant à quelques heures de leurs frontières, qu'ils n'aient pas trouvé d'antidote plus efficace que le maintien, parmi leurs émigrés non politiques, de l'esprit national : propagande anti-communiste dont nous avons été les premiers bénéficiaires, mais aussi force de résistance à une assimilation si souvent souhaitable ?

Je ne veux apporter à ce chapitre, malheureusement trop connu, qu'une précision. La plus forte proportion de l'émigration italienne date des années qui ont immédiatement suivi l'avènement du fascisme, et qui sont celles aussi de la déconfiture de la Chambre bleue horizon, de la formation du

Cartel : 167.000 entrées en 1923, 201.000 en 1924, 155.000 en 1925. C'est dans cette foule que s'est glissée la majorité des agitateurs, des marxistes militants, des scélérats de droit commun bénéficiant du régime d'exilés politiques, même quand ils avaient franchi en fraude une frontière où le contrôle, de notre côté, a toujours été d'une incroyable mollesse.

Jamais, sans doute, la pègre d'un pays entier n'avait reflué à ce point sur une terre voisine. Cruel symbole : tandis que la péninsule a conquis l'unité politique, l'ordre social, une discipline à qui l'élégance, la grandeur font un nouveau charme et une noblesse nouvelle, c'est nous qui avons hérité dans le Midi, à Lyon, à Paris, de l'Italie d'avant guerre, débraillée, interlope, anarchique.

Sans doute, parmi les 175.000 Italiens des Bouches-du-Rhône, compte tenu de 30.000 naturalisés plus ou moins récents, est-il beaucoup de braves gens, tenant une place prédominante dans les œuvres vives du département (docks, usines, travaux du bâtiment, commerce), en face d'une population française formée de plus en plus par des fonctionnaires, des bureaucrates, des rentiers. Mais que d'irréguliers dissimulés dans cette énorme armée du travail !

Le banditisme italien, qui fut déjà à l'origine du « gang » américain, ne laisse guère passer de semaines sans faire parler de lui, avec ses annexes, où les accointances policière sont la règle : drogue, traite des femmes, tripots et paris clandestins. Il suffit de dresser pendant quelques mois une liste des crimes et délits avoués par la grande presse, crimes passionnels mis à part. Cette statistique impromptue fera ressortir l'écrasante majorité de la criminalité juive (sous le couvert d'une nationalité russe, polonaise, hongroise, roumaine, allemande) et de la criminalité italienne, l'une spécialisée dans les escroqueries de toutes sortes, les recels, l'espionnage, tout ce qui offre un moindre danger, l'autre perpétrant les affaires de sang, les vols avec effraction et à main armée.

Mais ce que l'on avoue moins, en dépit de l'évidence, c'est l'intime liaison du banditisme et de l'antifascisme. Le mauvais sujet napolitain, sicilien ou romain était, par vocation, un adversaire du Duce organisateur de l'ordre et législateur sévère. Il n'ignorait pas non plus que l'extrémisme est en France le meilleur passeport. Aussi bien, Marseille, parce que socialiste, a pu devenir la capitale du « gang » italien, trop souvent invulnérable. La banlieue rouge de Paris est un repaire de vauriens transalpins qui, dans tous les jours troubles des dix dernières années, ont été au premier rang des pillards, des provocateurs.

Car l'antifascisme italien, à la suite de conversions retentissantes, par le triomphe établi d'un régime dont il proclamait rageusement la fragilité, a vu s'effriter tous ses espoirs d'action sur sa terre d'origine. Mais il les a retournés contre nous, à la façon de la social-démocratie judéo-allemande qui, battue à plate couture, vient retrouver à Paris une raison d'être quasi professionnelle. C'est pourquoi nous devons confondre avec les plus insupportables métèques certains Italiens dont nous aurions aimé dire qu'ils n'étaient pas des étrangers chez nous.

Les isolés

Heureusement, on peut leur opposer des cas d'assimilation spontanée, par le seul fait d'un isolement relatif de l'émigré. Dans le Dauphiné, pour parler d'une région que je connais bien, de mémoire d'homme on a toujours vu des maçons, des fumistes, des peintres-plâtriers italiens, presque tous du Piémont ou de la Lombardie. Comme ils souffraient chez eux d'une concurrence extravagante (trente-cinq à quarante maçons quelquefois dans un bourg de deux mille âmes), ils cherchent à se disperser le plus possible. Si bien que l'on pourrait compter les villages qui ne possèdent pas quelques-uns de ces petits entrepreneurs. Les industries localisées des Alpes, de la vallée du Rhône en ont embauché d'autres comme ouvriers depuis la guerre, mais par petites escouades.

Pour ces trente-cinq mille Italiens disséminés à travers l'Isère et la Drôme, le déracinement est insignifiant. Ils trouvent dans les basses vallées dauphinoises des mœurs, des paysages, un climat presque identiques à ceux de la plaine du Pô, les mêmes modes de culture et de construction que chez eux. Leur présence est depuis longtemps familière. Leur sobriété, leur assiduité et leur adresse leur valent une clientèle permanente. Je pourrais citer cinquante familles, dont je connais les noms, fixées entre Valence et Grenoble depuis trente ou quarante ans, et qui n'en bougeront certainement plus.

Depuis la guerre, par contre, l'émigration familiale est devenue plus rare. Le maçon arrive avec ses fils aînés, en laissant aux environs de Bergame ou de Milan sa femme, qui tient d'ordinaire un petit commerce. Il va lui faire tous les ans un enfant. Comme sa progéniture est innombrable, il ramène un gâche-plâtre de dix ans. On voit ainsi se multiplier une émigration presque exclusivement masculine, dont les plus jeunes, qui sont le plus grand nombre, s'adaptent avec une prodigieuse facilité. Le père ne saura jamais décemment le français, pas plus qu'un Français d'âge mûr n'apprendra parfaitement l'italien. Mais un « bambino » qui ne pouvait pas demander son chemin en arrivant parle, quatre ans plus tard, avec l'accent du canton. Sa condition d'étranger ne lui est rappelée que par le baragouin du père et le souvenir de la « mamma », que l'on projette toujours d'amener tôt ou tard. Il ne connaît d'autres filles que les Françaises du pays, et il est souvent en âge, aujourd'hui, d'en épouser une. Les foyers franco-italiens, dans le Sud-Est, sont presque devenus une banalité. C'est le succès complet de l'assimilation.

Une émigration rurale.

J'ai mis d'abord en parallèle les cas les plus défavorables et les plus encourageants, les derniers ne compensant certainement pas en nombre les autres. Mais il ne faut pas oublier qu'après le voyou rouge et le jeune maçon francisé, artisan rural dans un bourg dauphinois, il reste encore le gros de l'émigration italienne, ses deux tiers au moins, cohérent, suivi et discrètement surveillé dans son exode par le fascisme. Son importance numérique fait aussi la variété de sa vie, de ses besognes, de sa physionomie.

Le Sud-Ouest, Gascogne, Lot, Gironde, est la région française la plus dépeuplée. Mal politique avant tout. Ces départements fournissent le plus gros contingent de fonctionnaires, perdus définitivement pour les champs.

La guerre ayant achevé de vider les villages (7.000 tués sur 29.000 mobilisés dans le Lot-et-Garonne : on voit que les méridionaux ont fait leur devoir aussi complètement que les autres), la vallée de la Garonne, en 1923, comptait 3.700 métairies abandonnées et plus de 10.000 exploitées en partie seulement. Cela sur un sol exceptionnellement fertile, propre aux cultures les plus variées.

Tout un aspect agricole de la colonisation italienne est né de cette situation paradoxale. Dans le même moment où les vergers aquitains se couvraient de broussailles, la hausse des terrains, dans la plaine surpeuplée du Pô, atteignait son maximum. Encore était-il souvent impossible, même à prix d'or, d'acquérir un lopin. Dans les seuls environs de Bergame, plusieurs centaines de fermiers se trouvaient sans terre.

Si Mussolini avait pu entreprendre, dès ce moment-là, l'œuvre magnifique de l'assèchement des marais Pontins, le problème eût certainement été renversé. Mais le fascisme débutait à peine. Par des annonces, par des intermédiaires, les cultivateurs milanais apprirent l'abandon de la Gascogne, auquel n'avaient point remédié quelques expériences tentées avec des Espagnols, trop indolents et trop pauvres, des Arméniens inadaptables, des Belges que la chaleur faisaient fuir.

Les conditions d'émigration étaient idéales : identité de cultures et de climat encore plus complète que dans le Dauphiné ; en surcroît, ressemblance profonde entre les dialectes d'oc et ceux d'Italie du Nord, notamment de Frioul : « Un Italien de cette province comprend mieux le paysan gascon et se fait mieux comprendre de celui-là qu'un Français du Nord ou de l'Ouest », note M. Wlocewski dans un remarquable chapitre de sa thèse dont la lecture est sur ce point indispensable.

Les convois d'Italiens, vivement sollicités par des initiatives privées, ne tardèrent pas à affluer. Au début de 1926, on en comptait déjà plus de 7.000 dans le Lot-et-Garonne, presque autant dans la Haute-Garonne, 6.300 dans le Gers, 4.000 dans le Tarn-et-Garonne. Chiffres qui allaient partout se tripler très rapidement. M. Wlocewski, d'après les documents des préfectures, estimait à 100.000 environ en 1933, le nombre des Italiens fermiers, métayers ou propriétaires, dans les neuf départements du Sud-Ouest qu'ils occupent. A quelques milliers près, ils y sont toujours.

Nulle part on ne pouvait compter davantage sur les « secrets du soleil », invoqués par Charles Maurras pour fondre les ouvriers cosmopolites, Ligures, Espagnols, Grecs, de sa Martigues natale. Les Italiens, arrivés en Gascogne par familles complètes, y ont certainement prospéré, malgré les déceptions inévitables, dues surtout au trafic des agences, tant françaises qu'italiennes, et des marchands de biens. Ces paysans honnêtes et vigoureux ont remis en valeur, souvent par des procédés très modernes qu'ils ont inculqués à leurs voisins français, des terres en friche ou à peu près délaissées par des propriétaires citadins.

Mais, ici encore, le nombre fait loi. Dans des villages où, sur deux cent cinquante habitants on recense cent cinquante Italiens, ces derniers font corps sans qu'il ait besoin pour eux de le préméditer. Leurs banques, leurs hôteliers, leurs commerçants les ont accompagnés, et même leurs fabricants de pâtes alimentaires. Moralement et matériellement, l'« italianité » reste intacte, comme l'a souhaité le fascisme dès qu'il a eu les loisirs de définir sa politique d'émigration.

L'opinion parlementaire, pour une fois, s'en est émue rapidement. Il faut remarquer que s'il s'était agi de réfugiés politiques, on eût vite noyé les interpellations. Mais on était alors en plein Cartel, dans la période la plus aigre des relations franco-italiennes. Si bien que des sénateurs n'hésitaient pas à dénoncer ouvertement « le plan dûment conçu et mûrement réfléchi d'une invasion pacifique, méthodique, tenace et calculée du Midi de la France ».

L'outrance était manifeste. La formation d'un îlot italien à cinq cents kilomètres des frontières alpines ne pouvait être que fortuite. Elle avait, du reste, été sollicitée à l'origine par des propriétaires français. D'autre part, on enflait démesurément les chiffres cités. On parlait de 200.000 Italiens, de 40 % du territoire gascon exploité par l'étranger, au lieu de 5 % environ. Le gouvernement italien ne tardait pas du reste à répondre, en s'alarmant à son tour d'une fuite des capitaux nationaux, d'une désertion de très précieux éléments paysans, dont la perte devenait menaçante pour le grand programme agricole que le fascisme commençait à mettre sur pied. Dès 1927, l'émigration vers le Sud-Ouest se heurtait à de sérieuses entraves, devenues efficaces surtout après 1930, où l'on a plus constaté que des installations isolées.

Nous avons été contraints, d'ailleurs, de suppléer, dans de nombreuses communes, à l'apport italien par de la main d'œuvre polonaise, très inférieure en qualités morales et techniques ! Pis-aller fâcheux. Il tend à cloisonner davantage des populations de sang différent. Il complique encore le problème, toujours à envisager, d'une assimilation qui ne semble nulle part plus lente, si l'on ajoute à tous les facteurs du particularisme italien le caractère fermé d'une race paysanne.

Aucun symptôme démographique n'est, sans doute, plus troublant que cette quasi-nécessité d'un appel à l'étranger pour subvenir à une tâche aussi essentielle que celle de la terre. Les Italiens de Gascogne s'incorporeront-ils suffisamment à la nation pour nous permettre de conclure, un jour, que les circonstances ont permis de choisir à ce mal le seul remède possible ? Je crois que là encore il faut céder la parole à mon commissaire de police des cités polonaises du Nord : le problème n'intéresse plus seulement quelques préfectures et quelques ministères, mais notre politique générale, à l'intérieur et à l'extérieur. Les colons milanais seraient un supplément de force dans une France plus solide, un élément inquiétant de division et de querelles dans une France dont l'anémie politique s'aggraverait.

Les Italiens de Lorraine

La Lorraine industrielle, dès avant la guerre, avait fait appel à des manœuvres italiens, assez nombreux pour achalander bientôt tout un menu commerce tenu par leurs compatriotes. En 1912, le bassin de Briey ne comptait pas moins de cinq cents cafés italiens.

La désaffection des Français de l'Est pour le pénible travail des mines de fer précédait déjà celle des Picards pour les houillères. Si les Italiens ne possédaient aucune des aptitudes professionnelles indispensables dans les charbonnages, ils pouvaient rendre, par contre, des services immédiats dans les nombreux terrassements que le minerai de fer nécessite. La guerre terminée, ils sont revenus en rangs plus serrés. De la mine, ils ont reflué sur les industries métallurgiques connexes. On en compte environ 60.000 dans la Meurthe-et-Moselle, 50.000 au moins dans les régions voisines de l'ancienne Lorraine annexée, 20.000 au bas mots s'entassaient dans le bassin de Briey, formant plus de 20 % de la population.

Pour les voir, je viens de traverser la Lorraine de Metz à Longwy, dans les pataches de tout repos des lignes locales ou dans les autocars dont les conducteurs sont animés d'un terrifiant esprit sportif. Le pays, lorsqu'on arrive du Pas-de-Calais, est fort ingrat. Terre décharnée, où l'usine a souvent poussé en pleins champs, les attristant sans les effacer avec ses villes et ses routes comme la mine picarde. Des bourgades de deux ou trois mille âmes, vivant d'un puits d'extraction, sont disséminées entre des lambeaux de culture.

Ce fut par ici, naguère, l'époque héroïque de l'immigration. L'Italien campait au petit bonheur, dans des baraques de bois, des greniers, des écuries, ne connaissait aucune autorité, entretenait parfois, dans les populations françaises, une véritable terreur et faisait de sa colonie une espèce de quartier réservé où la loi du clan remplaçait le gendarme.

Il serait bien difficile, aujourd'hui, de découvrir des traces de ce pittoresque crapuleux. A Tucquegnieux, à Mancieulles, Trieux ou Pienne (bassin de Briey), le village français, d'un côté, groupe capricieusement autour de l'église et de l'école les fermes somnolentes des derniers paysans du terroir ; de l'autre, la cité ouvrière aligne au cordeau ses jardinets et ses maisonnettes uniformes pour les Italiens, pour une minorité polonaise et quelques ménages indigènes. Deux petits mondes qui, bien entendu, ne peuvent s'ignorer, mais ne se pénètrent guère, avant tout parce qu'ils n'ont pas le même gagne-pain. Une discipline et une propreté relatives se sont finalement imposées dans les cités, et c'est déjà beaucoup. Dans le fief des puissantes Aciéries de la Marine, à Auboué (l'une des communes de France qui compte le plus gros pourcentage d'Italiens), à Homécourt et à Jœuf, sur le tracé de l'ancienne frontière, l'installation des Italiens à la fois dans les cités très maussades et dans les vieux villages français donne le sentiment qu'ils sont mieux enracinés. Neuf cafés sur dix sont à l'enseigne de « l'Etoile d'Italie », « la Ville de Turin », et il en est de même pour tout le petit commerce, jusqu'aux colporteurs déhanchés sous le poids de leur verroterie, leur mercerie, leurs blaireaux et leurs parfums à trois francs. La colonie a sa vie propre, qui est

de loin la plus active, la plus voyante. Mais on n'éprouve pas un instant le dépaysement singulier et total des cités polonaises de Courrières. Français et Transalpins, tout le monde ici partage les mêmes conditions d'existence. Il semble qu'il y ait une sorte d'adaptation superficielle, mais réciproque, sous les âcres fumées des aciéries du même jaune que la minette.

C'est par là cependant que les organismes fascistes, présents partout ailleurs, à Paris, à Grenoble, à Toulouse, à Marseille, à Lyon, on poussé plus avant leur rôle, discret si on le compare à la propagande effrénée de la Pologne, mais opiniâtre.

Ce rôle est confié à un cadre de jeunes agents consulaires, triés sur le volet, actifs, très pénétrés de l'importance de leur mission que résume la formule : sauvegarder autant que possible le patrimoine italien dont tout émigré fait encore partie.

On doit confesser que ces agents nous rendent un précieux service, en signalant les fraudeurs entrés sans passeport que nous n'avons pas su écarter et qui, sitôt refoulés en Italie, sont emprisonnés.

Si les Italiens n'ont jamais possédé des écoles autonomes, comme celles qui ont été autorisées pour les Polonais, ils ont créé, dans toutes les agglomérations où ils sont en nombre suffisant, des cours post-scolaires, cours du soir ou cours « récréatifs » uniquement destinés à faire connaître le passé de l'Italie et surtout son présent. En dehors du cadre scolaire, des « faisceaux » ont été créés, avec groupements d'enfants « ardit » et « ballilas », que l'on envoie le plus souvent possible passer leurs vacances en Italie.

La « Casa italiana », dans beaucoup de localités de l'Est et du Midi, est pour les adultes un point de réunion où l'on s'efforce d'attirer les ouvriers italiens sous de multiples prétextes : fêtes, conférences, etc... La « Casa italiana » groupe surtout, actuellement, des associations de combattants très homogènes, où l'on admet même des antifascistes. L'organisation très forte du « Dopolavoro », « l'après-travail », possède partout, en France, des sections consacrées au sport.

Pour les organismes religieux, qui furent très puissants et ouvertement hostiles à l'influence française, ils ont perdu beaucoup de leur prestige depuis la déconfiture financière de l'« Opera Cardinal Ferrari ». Mais des prêtres italiens restent attachés à toutes les colonies suffisamment nombreuses. Il est difficile de croire sur parole les agents fascistes en France, qui nous assurent de leur neutralité lorsque se pose un cas de naturalisation où de l'option d'un garçon parvenu à l'âge du service militaire.

Mais faut-il parler encore d'une politique de « conquête pacifique » ? C'est vraiment beaucoup dire. Politique de prévoyance plutôt, qui ne nous surprend que parce que nous sommes habitués à des gouvernements à la petite semaine. Le fascisme n'a pas voulu, devant l'incertitude de l'avenir européen, considérer comme définitivement perdus des compatriotes obligés à l'exil avant tout pour des raisons économiques. Il a conservé sur eux des garanties, qui certainement ralentissent l'assimilation. Mais si l'avenir immédiat nous en laissait le temps, elles ne pourraient aller qu'en s'affaiblissant dans une période prolongée de paix et

d'entente franco-italienne. A la condition, bien entendu, que les sévères mesures prises par le Duce depuis deux ans contre l'émigration soient maintenues, et que nous sachions procéder chez nous à une épuration impitoyable de tous les éléments dangereux ou qui peuvent être immédiatement remplacés par des travailleurs français.

VIII. Les Espagnols

Les Espagnols sont assez nombreux dans la région parisienne pour que M. Georges Mauco, dans son livre sur les étrangers, ait pu citer cette affiche pittoresque de la municipalité de Saint-Ouen : « République française. Ville de Saint-Ouen. Recogida de las basuras (Enlèvement des ordures ménagères) ». Le maire signait « El Acade » et les adjoints « Tenientes alcades ».

Je n'ai pas vu la fameuse affiche, mais je conçois qu'elle ait été inspirée, en désespoir de cause, à des édiles de cette affreuse banlieue nord, par cette Babel où les manœuvres espagnols tiennent largement leur place. A Pantin, à Aubervilliers, à Saint-Ouen, ce sont les voisins turbulents et misérables des Sidis, des Arméniens. Ils partagent philosophiquement avec les Tziganes les campements de la plaine Saint-Denis, gardés par des nuées de chiens hirsutes.

Dans Paris même, le plus important noyau espagnol est celui des fruitiers des Halles, patrons ou commis, que l'on peut voir le lundi, leur jour de repos, attablés à d'âpres parties de cartes dans quelques cafés spécialisés de la rue Quincampoix, de la rue Etienne-Marcel. Ceux-là ont un métier traditionnel, ils sont installés, parfaitement honorables.

On retrouve des Espagnols dans la plupart des grosses industries qui emploient aussi les Nord-Africains, les Polonais ou les Italiens, mais avec une prédilection géographique qui va de soi pour les départements du Midi et du Centre : mines de Carmaux, d'Alès ou de la Loire, usines du Lyonnais, de l'Isère, du Creusot. Presque partout, ils n'ont été embauchés que faute de mieux. Certaines statistiques fort curieuses, dressées d'après les renseignements des employeurs, classent la main-d'œuvre étrangère par rang de qualité (assiduité, propreté, discipline, production aux pièces et à la journée). Les Belges y arrivent en tête, de très loin. Les Espagnols sont en queue, juste avant les Arméniens, les Chinois et les Sidis, ceux-ci bons derniers avec le coefficient de 3 sur 10 !

Mais le gros de l'émigration ibérique, beaucoup plus intéressant, est surtout agricole, et reflue sur le Roussillon, le Languedoc, comme les Italiens sur la Provence. L'an dernier encore, dans les Pyrénées orientales, l'Aude, l'Hérault et les vignobles bordelais, on en comptait une cinquantaine de mille, plus de 15.000 saisonniers environ, franchissant la frontière pour la période des vendanges. Ce sont pour la plupart des Catalans ou des Aragonais, montagnards rapaces et vaillants, connaissant le prix de la bonne terre, ou des Valenciens, des Murciens, entraînés à la culture de la vigne et des fruits. Leur assimilation est souvent rapide et profonde, surtout dans les villages. Il existe même une émigration enracinée bien avant la guerre,

définitivement fondue. Les Espagnols, les premiers venus surtout, détiennent encore la moitié du commerce des fruits et des primeurs dans le bas Languedoc et le Cerdagne. Les saisonniers, par contre, ont assez mauvaise réputation, nomades par nécessité, puis par habitude quand ils décident de rester. Il faut encore compter avec les Espagnols entassés dans les quartiers suburbains des villes, presque à la façon des Arabes, sales et soumis aux pires influences. Dans le fief narbonnais de Blum, il n'y a guère de manifestation extrémiste où l'on ne cueille quelques Espagnols.

Reste encore à régler le sort des communistes asturiens qui ont franchi en troupes les Pyrénées après le soulèvement de cet automne. On m'a assuré que le ministère des Affaires étrangères aurait mis à l'étude un moyen de les expédier dans leur patrie idéale, en Russie. Mais ce projet est beaucoup trop logique pour que nous ayons quelque chance de le voir aboutir. Ne doit-il pas avoir contre lui les chefs mêmes de nos révolutionnaires, qui ne tiennent pas le moins du monde à priver leur parti de ses plus farouches militants ?

IX. Tchèques, Yougoslaves, Hongrois

Les pays d'Europe centrale et des Balkans, vivant encore sous le régime de la grande propriété, avec un fort prolétariat rural marié dans les contrées les plus pauvres, fournissent depuis longtemps un contingent mondial d'émigrants. Son importance s'est accrue avec les difficultés économiques qui ont suivi aussitôt les remaniements territoriaux de l'après-guerre (amputations ou agrandissements : le résultat a été le même).

La France a reçu trente mille Tchèques, une quinzaine de mille de Yougoslaves, à peu près autant de Hongrois. Immigration dirigée et contrôlée par la S.G.I. sur les demandes d'employeurs dans la plupart des cas, comme pour la Pologne. La condition matérielle et morale des Slaves du Sud et des Hongrois est d'ailleurs sensiblement la même que celle des Polonais : travaux dans les grandes entreprises agricoles, les mines ou la grosse métallurgie, particularisme des colonies qui ne connaissent très souvent de la France qu'une cité ouvrière de l'Est et du Nord où elles vivent avec d'autres étrangers dont le voisinage, quand il s'agit d'Italiens ou d'Espagnols, accroît encore leur isolement, vigueur et propreté physiques, bon rendement et discipline à la tâche ; en liberté, au cabaret, mœurs violentes et trop instinctives pour ne pas être impénétrables aux Français. A trois kilomètres de la porte de Clichy, vers Gennevilliers, on peut observer des escouades de Serbes, grands diables aux mines passablement sauvages, malgré leurs casquettes et leurs bleus, employés aux cultures maraîchères, et qui vivent très retirés dans leurs cantines et dans leurs méchants meublés. Les 5.000 Hongrois de Paris sont, pour la plupart, des Juifs, dont un bon nombre d'extrémistes dispersés après la défaite de Bela Kun.

X. Allemands rouges et Allemands bruns

Les Allemands « aryens », dont l'affluence (102.000 en 1911) put être considérée comme un des signes précurseurs de la guerre, n'étaient, en 1930, qu'une soixantaine de mille, dont 80 % en Alsace, où ils étaient installés bien avant 1914.

Depuis, on sait avec quelle effarante imprudence nous avons accueilli, sans passeports, les anti-hitlériens d'Allemagne, en attendant ceux de la Sarre. J'ai habité trois ans à côté de la Ligue des Droits de l'Homme. J'ai vu, durant tout l'hiver et le printemps 1933, se presser aux portes de ce repaire, à raison de cinquante ou soixante par jour, la lie des ports de la Baltique, des centres industriels, ces larges faces froides, sinistres sous les tempes rasées et la casquette noire des apaches allemands, immunisés par la tutelle du sieur Basch et du sieur Guernut. J'ai vu des Allemands, embauchés dans des studios de cinémas, sans cartes de travail, narguer et confondre les policiers lancés à leurs trousses, grâce aux protections dont ils ont pu exhiber les preuves. Cette protection, à peine dissimulée, des agitateurs professionnels n'est-elle pas normale d'ailleurs sous un régime qui n'a toujours pas la force d'interdire l'Huma et le Popu, malgré leurs provocations et leurs trahisons quotidiennes ?

Il suffit de parcourir les journaux de ces nouveaux émigrés, de recueillir çà et là quelques-uns de leurs propos pour observer qu'aucun sentiment de gratitude ne les effleure et ne les effleurera jamais à l'endroit du pays qui leur a consenti une telle hospitalité. Socialistes, communistes ou vulgairement repris de justice, ils ont fui parce que cela leur était plus commode ou qu'ils redoutaient finalement de justes représailles. Mais ils sont et demeureront des Germains. A ce titre, ils méprisent l'indulgence, la faiblesse, le désordre, même quand ils en profitent. Et parce qu'ils en profitent, ils sont aux premières loges pour les observer chez nous. Ils discutent très haut, sans l'ombre de pudeur, nos faits et gestes politiques. Ils nous jugent paresseux, malpropres, bavards, rétrogrades. Leur nouvelle mission est évidemment d'imprimer au socialisme bourgeois de tant de Français le « dynamisme » allemand. On peut assurer qu'ils s'y emploient bien. En attendant mieux, ils nous ont gratifiés du symbole des trois flèches, inconnu avant leur arrivée. Ils modernisent, ils rendent plus saisissante la propagande révolutionnaire.

Les nazis notoires de Paris, qui se dissimulent de moins en moins (il y a quinze jours, ils hurlaient leurs chansons, brandissaient leurs drapeaux dans un cinéma des Ternes, et ce n'est qu'un commencement) ne sont peut être qu'une poignée. Mais il faudrait bien mal connaître les méthodes d'outre-Rhin pour n'avoir pas la certitude qu'à la faveur de l'exode judéo-marxiste, de nombreux espions ont franchi nos frontières, sous le masque qui peut les rendre les plus invulnérables. Ce serait la chose la moins surprenante du monde que de voir les compagnies motorisées des corps d'invasion trouver pour guides des gaillards qui chantaient l'Internationale et vitupéraient le militarisme quelques jours plus tôt, devant les naïfs prolos français. De pareils agents sont doublement précieux : démoralisateurs en temps de paix, indicateurs en temps de guerre. L'inconcevable, décidément, serait que l'Allemagne

hitlérienne n'ait pas su profiter d'une aussi belle occasion de les lancer sur nous.

On frémit à la pensée du rôle que jouent, que pourraient jouer en cas de conflagration, d'attaque brusquée, les cinquante mille Allemands, Juifs et non Juifs, répandus en Alsace-Lorraine, dans nos plus importantes garnisons, à deux pas de nos fortifications. A ce propos, on voudrait bien savoir ce qu'on a résolu pour les frontaliers sarrois qui venaient à bicyclette, il y a six semaines encore, travailler chaque jour dans les mines des environs de Forbach, et menèrent dans leurs villages, à deux kilomètres de la frontière, un train démoniaque : chants, drapeaux, bûchers tétralologiques, pendant toute la campagne du plébiscite. Que pense-t-on faire aussi des communistes en fuite de Sarrebrück, casernés provisoirement à Forbach, qui organisaient ces jours-ci une véritable petite émeute, dans leurs locaux d'hébergement, à grand renfort d'Internationale, et en se dégourdisant les poings sur notre police ? Va-t-on se décider une fois pour toutes, à refouler sans exception ce que l'on a laissé entrer de cette vermine, à lui fermer inexorablement notre frontière, à la laisser à sa guise s'assagir ou écoper sous la garde des chemises brunes ? Toute sensiblerie, sur ce point, serait scandaleuse. Cette populace n'a aucun droit sur nous. Elle n'a pas voté pour nous le 13 janvier, mais pour la révolution. Entre l'ennemi hitlérien et l'ennemi rouge, nous ne voyons qu'une seule différence : c'est que ce dernier nous a déjà envahi, et que nous ne pouvons pas compter sur nos mitrailleuses pour l'arrêter.

Quelques aménités

J'ai parlé, au début de cette enquête, du prolétariat arménien (les intellectuels, comme je l'ai dit, n'étaient pas en cause) pour faire à peu près les mêmes constatations que ceux qui l'ont employé ou approché sur sa déplorable hygiène, son utilisation dans l'économie nationale et son acclimatation physique également difficile. Je rappelle que les Arméniens fournissent, immédiatement après les Nord-Africains, le plus gros pourcentage de malades soignés dans les hôpitaux français.

Cet article nous a valu, tant à la direction de Je Suis Partout qu'à moi-même, une volumineuse correspondance dont on me permettra de citer au hasard quelques fragments :

« ... Pauvre ignorant, qui a eu la mauvaise inspiration d'étaler son ignorance en croyant qu'il l'imposerait en y ajoutant insolence et arrogance. »

« Les Arméniens ont relevé le défi. Les réponses pleuvent confondant le reporter qui peut évaluer aujourd'hui qu'en écrivant son article de mensonges et de calomnies il a, non seulement été insolent, mais aussi imprudent car il ne comptait pas sur une réaction aussi vive, aussi prompte des Arméniens qui, aujourd'hui, une fois de plus, prouve la force de leur homogénéité et de leur vitalité... Nous referons l'Arménie indépendante et ce jour-là, vous pouvez être sûr que l'Arménie montrera au monde entier ce qu'elle est et infligera une leçon digne d'intérêt à des Rebatet.

« Mouton à toison noire ! » Signé : « un intellectuel arménien septuagénaire. »

« Cet immondice étalé sur les pages de votre revue... Il faut être un M. Rebatet, je veux dire un goujat, pour ridiculiser si cyniquement toute une nation... Ou bien votre collaborateur est trop imbécile pour ignorer totalement l'existence d'une civilisation et d'une culture arméniennes, ou bien il est l'instrument docile des finances de nos ennemis jurés, un courtisan officieux des Turcs » !!!

« Votre collaborateur si renseigné sur la pègre d'Arménie, si sympathisant d'Abdul Hamid, m'étonne. Il n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout de ses opinions et de prôner le massacre des Arméniens pour résoudre la crise et purifier la France. »

« Au cinquième siècle, nous avons eu notre âge d'or, par l'invention de notre alphabet, et par la traduction en arménien, de toute la littérature. Mais où étiez-vous alors ? » (J'attends la lettre qui me prouvera que nous sommes des sauvages, au regard du glorieux passé de l'Arménie. J'imagine qu'elle ne tardera pas).

Le journal arménien « Haratch », qui nous fait les honneurs d'un « papier » en caractères latins, imprime : « Votre enquêteur ignorant, borné, grossier, qu'il doit être... a dû fuir tout ce qui est propre, tout ce qui est supérieur, tout ce qui dépasse les bornes étroites de son cerveau maladif... Son article est un outrage au journalisme et à la morale publique ».

Pour terminer crescendo, cette lettre : « Fantaisiste, ignorant, imbécile... En parlant de vous personnellement, je suis sûr que vous ne seriez pas aussi fier s'il y avait un Hitler français en France, car vous seriez certainement un de ses premiers clients pour être stérilisé... Au cas où vous vous abstiendriez d'assister à notre conférence, je n'hésiterai pas à crier à haute voix que vous êtes un dégénéré, un corrompu, un haineux, un péteux, un couard et un lâche ».

Cet énergumène n'a pas eu la patience d'attendre plus longtemps, puisqu'il ajoute avant de signer : « A bas les dégénérés comme les Rebatet ».

J'ai si peu de raison de « haïr » les Arméniens que je n'hésite pas à signaler une anomalie, ou plutôt un oubli, que vient de relever M. Robert Loffet dans un article de la « Revue des Sciences Politiques ». Les anciens soldats de la Légion arménienne employés sur le front d'Asie mineure de 1916 à 1920 devraient avoir droit aux pensions d'invalidité au même titre que la Légion étrangère et que la Légion syrienne. Quant au prince de Lusignan, aux croisades, à l'ancienne architecture arménienne, je prie mes correspondants d'observer que je ne tiens pas dans cette enquête un cours d'histoire et d'archéologie. Je le regrette. Mais, encore une fois, il n'était ici question que de l'émigration quantitative, des travailleurs manuels, des manœuvres et non des ouvriers qualifiés, des intellectuels, des commerçants spécialisés, etc..., etc...

Si j'ai tenu à citer quelques fragments de ces diatribes, c'est pour montrer comment peut être insulté un journaliste français parlant chez lui d'un problème important pour son pays. Certains de nos hôtes jugent évidemment scandaleux que ce journaliste garde cette ultime liberté. Singulière extension du droit d'asile ! Non seulement nous devons tout accueillir, mais si nous osons remarquer que tels réfugiés sont plus sales et moins

adoptables que d'autres, on nous traite immédiatement en ennemis et en bourreaux plus cruels que les Turcs.

« La naturalisation, disent les traités de démographie et de sociologie, est le terme normal de l'émigration, la dernière étape de l'assimilation. Elle doit venir transformer en assimilation de droit, ajoute M. Mauco, une assimilation de fait ». C'est ainsi que huit cent mille Français, sept millions d'Allemands, quatre de Slaves, trois de Scandinaves et cinq d'Italiens ou d'Espagnols ont pu devenir dans le fameux « creuset » des citoyens définitifs, voire typiques, des Etats-Unis.

Pour qu'il y ait assimilation, encore faut-il qu'on en prenne la peine : en triant sévèrement les arrivants, en favorisant par d'énergiques moyens, en provoquant l'entrée spirituelle et matérielle dans le corps national de ceux qui en ont été jugés dignes. Ceci, c'est une politique logique et rigoureuse d'immigration. Mais aucun de nos gouvernements n'en a été capables. Le mot même leur a fait constamment peur, comme « un attentat à la liberté individuelle ».

La République, après guerre, a manqué de bras, avant tout parce qu'elle n'avait pas su prévoir une autre politique, celle de la natalité et de la famille. Parce qu'elle n'a cessé aussi d'encourager ou d'admettre la démoralisation du travailleur, sous les espèces de lois prétendues « sociales » et des théories extrémistes persuadant l'ouvrier et le paysan que sa tâche est un esclavage, auquel il doit échapper le plus possible. La constitution étatiste d'une énorme armée de fonctionnaires a, d'autre part, redoutablement accéléré le débauchage dans les classes laborieuses. Si bien que maints organismes essentiels de notre économie sont désertés par les Français. Le Sud-Ouest fournit une armée de postiers, d'employés de ministères, de bureaucrates, mais ses campagnes sont dépeuplées, elles seraient en friche sans les colons du Milanais.

Pour tout ce qui paraissait trop humble désormais ou trop pénible au Français, il a bien fallu s'adresser aux bras étrangers. Dans le fond des mines lorraines, ils sont 90 % ; 60 à 70 % dans celles du Nord. Les Polonais, presque dans les mêmes proportions, ont été indispensables pour remettre en valeur les sucreries, les verreries, les grandes entreprises agricoles du Nord. Sans les vendangeurs espagnols, le raisin du Languedoc aurait bien souvent pourri sur pied. Devant les marteaux-pilons, les fonderies, les forges, les laminoirs, les étrangers sont la majorité. Ils ont été 140.000 pour reconstruire les territoires dévastés, plus de deux cent cinquante mille, terrassiers, manœuvres, dans tous les chantiers du bâtiment, du métro, des chemins de fer. Ce sont même eux, à raison de 85 %, y compris des Sarrois et des Allemands (dont beaucoup de contremaîtres) qui ont construits les casemates, les tranchées, les tourelles blindées, les routes stratégiques des fortifications d'Alsace-Lorraine !

Notre imprévoyance nous avait mis devant un cas de force majeure. Cette nécessité pouvait devenir heureuse. Soixante mille naissances annuelles (chiffres moyens) des populations italiennes, polonaises, espagnoles extrêmement prolifiques, créant légalement autant de petits Français devraient être

considérées dès maintenant comme le principal remède à la crise de la natalité.

Il suffisait de le vouloir, de considérer les immigrants comme des candidats à la nationalité française et de les traiter dès lors comme tels. D'abord, en exigeant d'eux des garanties morales, politiques, sanitaires. Puis, pour ceux qui les fournissaient et qui étaient autori-sés à entrer, nécessité de remplir une sorte de stage (il était à peu près de cinq ans aux Etats-Unis au moment de la forte immigration d'après guerre), avant lequel aucune naturalisation ne pouvait être prononcée. Au lieu de cela, l'Etat français, tout en laissant ses portes ouvertes le plus inconsidérément, a feint d'ignorer le nombre et la qualité de ceux qui les franchissait. Les embauchages en vue d'une tâche déterminée, les contrôles d'hygiène et de moralité n'ont pu être qu'improvisés par des initiatives privées, fatalement sujettes à caution.

Essayer de faire des Français avec les arrivants ? Pour cela, choisir aux frontières ceux qui, par leur sang, leurs affinités, s'y prêteraient ? Agir sur eux ensuite par l'école, par le prestige, par une propagande bien adaptée ? Jamais de la vie ! C'était une solution antidémocratique, voire impérialiste. On a préféré, comme toujours, la solution paresseuse, on a compté sur le temps, sur une espèce de force d'inertie. Comment les médiocres bonshommes de la Chambre bleu-horizon, leurs successeurs du Cartel, Herriot, Painlevé, Briand, Boncour, puis les modérés uniquement attentifs à ne faire aucune peine à la gauche auraient-ils inculqué aux immigrants des sentiments français, même de l'ordre le plus modeste, celui des intérêts matériels, puisqu'ils n'en avaient pas eux-mêmes la moindre notion !

On s'est gargarisé, chaque fois que la question est venue devant les tribunes officielles, de quelques clichés sur l'hospitalité française, la France, terre traditionnelle d'asile pour les proscrits et les malheureux. On a exhibé, mesure indispensable dans un régime de chats-fourrés et de chicaniers, de belles clauses juridiques de réciprocité, nous assurant hors des frontières les mêmes avantages qu'aux travailleurs étrangers chez nous.

Marchés imbéciles puisqu'il ne s'expatrie pas un Français pour dix mille immigrants nouveaux, et dont les stipulations n'ont même pas été respectées. Les sociologues les moins bornés basaient leur optimisme sur l'exemple de l'Amérique : comme s'il y avait un seul point d'analogie entre elle et nous ! L'Amérique a pu absorber des millions d'individus disparates parce qu'un océan les séparait de l'Europe, qu'elle les mêlait immédiatement aux innombrables cellules d'un organisme jeune et puissant.

On a vu les résultats de cette apathie. Au lieu de faire l'office du creuset, c'est nous qui paraissions devenir d'une substance molle et friable, où les groupes étrangers pénètrent sans se fondre, comme des coins d'acier. Nous n'avons pas voulu croire au réveil des nationalismes. Par une espèce de justice immanente, nous abritons maintenant les centres nationaux les plus ardents, italiens ou polonais, à qui nous avons laissé leurs écoles, leurs prêtres, leurs sociétés, leurs fanions.

L'amélioration plus ou moins parfaite de certains Italiens, des Espagnols du Languedoc n'a été qu'un phénomène fortuit, absolument spontané. Encore faut-il observer que le plus grand nombre des naturalisations a porté sur des immigrés fixés dès avant la guerre, ou sur l'énorme vague des antifascistes. Mais les Polonais, en seize ans, ont naturalisé à peine 3 % de leurs effectifs.

Les meilleurs éléments de l'immigration, les plus sains, les plus laborieux, les plus proches ethniquement semblent en général les moins réductibles, ceux qui demeurent le plus attachés, sur notre sol à leur existence propre. Par contre, les plus hétérogènes, les plus douteux, juifs, levantins, exotiques, s'insinuent parmi nous avec une effrayante rapidité, réclament très haut leurs lettres de naturalisation, qui ne sont pour eux qu'un brevet légal, et les ont obtenus souvent par toutes les complicités politiciennes.

Épuration

Depuis que j'ai commencé cette enquête, la politique s'est encore assombrie. La question des étrangers passe au second plan de nos préoccupations. Pourtant, c'est dans l'état de menace de guerre que la présence sur notre sol d'éléments aussi disparates devient la plus inquiétante.

Que M. Laval aille ou non à Moscou, que M. Herriot se déclare l'ami très honoré de M. Potemkine ou qu'il lui fasse la grimace, nous ne pouvons plus vivre, en tout cas, dans l'état où sont les choses, avec cette nuée d'espions, d'agents doubles, d'agents provocateurs ou révolutionnaires, installés à nos frontières, au milieu de nos grandes villes, et dont l'affaire Wessemann-Jacob dévoile l'activité dans tous les sens.

Une mesure élémentaire s'impose : expulsion immédiate pour toute intervention politique susceptible de troubler l'ordre intérieur. Si aucun autre pays, comme cela est vraisemblable, ne veut de ces refoulés, ne nous résignons pas à être la poubelle de l'Europe. Emprisonnons, ou établissons des camps de concentration, comme les Allemands, les Italiens, les Russes, les Espagnols. C'est actuellement dans tous les Etats une condition de salubrité publique. Mieux vaut ouvrir des camps en période de paix que d'y enfourner n'importe qui, souvent injustement, pendant une mobilisation, après avoir laissé le plus gros gibier filer ou parfaire son œuvre de destruction ou de trahison.

Cela est tellement évident que l'on voit des étrangers suspects au premier chef contraints d'y faire eux-mêmes allusion. Mais en quels termes ! L'Œuvre de la semaine dernière est à ce propos bien édi-fiante. Elle reproduit un libellé de l'émigré Ernst Toller à la « Ligne des Droits de l'Homme ».

J'ignore qui est Toller et quelle est la qualité des pièces de ce dramaturge expressionniste. Mais je sais bien qu'il a été expulsé d'Allemagne comme marxiste militant, et qu'il a eu une part considérable dans le sanglant soulèvement de Munich (800 morts) en 1919, avec les Juifs Radek, Leviné, Eissner. Un digne porte-parole de l'émigration judéo-communiste d'outre-Rhin.

Après avoir rappelé que les émigrés allemands ont apporté en France deux cent cinquante millions de francs, ce qui prouve tout simplement qu'on ne s'exagérerait pas le danger de cette

concurrence commerciale inattendue (magasins à prix unique, cinéma, etc.), Toller réclame naturellement la carte de travail pour les proscrits, puis « la définition du terme : réfugié politique ». Il demande « l'égalisation » des réfugiés émigrés pour raison de religion et de race avec les réfugiés politiques lorsqu'ils ont prouvé avoir rompu toute relation avec le régime actuel de l'Allemagne. Dans les cas douteux, la décision sera remise à un comité devant lequel comparaitra le réfugié assisté d'un avocat français (à vous, les Moro-Giafferri, les Berto, les Bloch). Si le comité ou la défense l'exige ; le témoignage des membres de l'émigration politique reconnus dignes de confiance et désignés par la Ligue des Droits de l'Homme et le Comité allemand devra être pris en considération ».

Toller ajoute surtout : « Suppression des papiers délivrés uniquement dans le cas de délit contre le droit commun ou pour intervention dans la politique du pays (cette éventualité doit être exactement définie dans la loi) ». La suppression des cartes de travail et d'identité, c'est l'expulsion.

Mais quels peuvent bien être les cas d'intervention politique jugés pendables par le terroriste Toller ? Apparemment, l'exceptionnelle maladresse d'un étranger qui se mêlerait à une campagne électorale. Mais vous pensez bien que Toller tient à sauvegarder les droits de « l'antifascisme ». Et l'antifascisme, on sait jusqu'où cela va : organiser des émeutes et des manifestations dans la rue, pérorer comme le font chaque mois des Italiens et des Allemands en réunion publique pour exiger le désarmement des officiers de réserve et des ligues patriotiques, exciter les recrues contre le service de deux ans, les Français contre l'Italie ou la Pologne, émettre des avis tranchants sur nos affaires économiques, militaires ou sur nos démêlés extérieurs dans la plupart des journaux de langue étrangère édités à Paris et même dans des journaux de langue française comme le Populaire (articles quotidiens du Juif non naturalisé Rosenfeld). Il existe jusqu'à un journal communiste arménien, jouissant d'une impunité toute naturelle puisqu'on compterait sur les doigts les polyglottes capables de le déchiffrer et qui ne sont évidemment pas au ministère de l'Intérieur.

Le projet Toller prouve encore jusqu'où peut aller l'impudence de cette pègre. Il n'hésite pas à demander des « facilités de naturalisation pour les réfugiés émigrés pour des raisons politiques, religieuses ou de race » (la naturalisation si commode qui nous a donné les Barek, les Blum, les Szyromsky, les Stavisky) et enfin « nomination auprès de la Sûreté de certains émigrés éminents qui pourraient être consultés pour des cas douteux ».

Et pourquoi pas aussi le droit d'élire des députés ?

« A discuter, dit L'Œuvre, mais avec sympathie ».

Le document Toller a été communiqué à L'Œuvre par la Ligue des Droits de l'Homme « qui a le plus grand désir de le voir appliquer ». Elle affirme que le projet « a trouvé des partisans décidés dans des milieux très divers, que de leur côté les ministres de l'Intérieur et du Travail se préoccupent des propositions de M. Toller ».

La Ligue des Droits de l'Homme, qui a pris en main la défense de toute la racaille, est l'aile gauche des Loges. Régnier

est l'exécuteur servile des hautes œuvres maçonniques. C'est une raison de plus pour nous faire crier par-dessus la tête du nabot : « Expulsion ! Expulsions ! » Les marxistes italiens, espagnols, allemands ne sont pas des victimes de la liberté d'opinion. Ce sont des malfaiteurs internationaux, trop heureux de venir continuer chez nous leur éternelle industrie, la révolution.

Dehors ! ou sous les verrous.

Quelques moyens d'être justes

Nos cinq cent mille chômeurs ne peuvent pas remplacer automatiquement cinq cent mille travailleurs étrangers. Nous avons fabriqué trop d'ouvriers spécialisés, mécaniciens, serruriers, ajusteurs, qui estiment avoir droit à des secours aussi longtemps qu'ils ne retrouveront pas un emploi dans leur métier. J'ai acquis la certitude, au cours de cette enquête, qu'un renvoi massif du prolétariat étranger ne peut être prôné que par des orateurs de meetings, qu'il désorganiserait gravement notre industrie et notre agriculture.

Mais que l'armée de nos sans-travail soit grossie par des chômeurs étrangers, cela n'est pas plus admissible que la présence des communistes cosmopolites. Que des mines ferment un jour par semaine quand elles ont encore leur plein effectif d'étrangers, cela indique que des compressions sont indispensables.

Je sais bien ce qu'on peut répondre. Beaucoup de braves gens étaient venus travailler naguère chez nous dans l'intention d'être définitivement adoptés. Mais nous avons cru compromettant de faire un seul pas vers eux, nous avons jugé plus facile de les considérer comme des domestiques. Il faut endosser maintenant les responsabilités de cette attitude. Puisqu'ils ne servent plus à rien, il faut les renvoyer.

Je ne doute pas que le maçon italien, le mineur polonais, expédiés chez eux vers un destin problématique, soient de forts médiocres agents de la propagande française ! C'est cependant un moindre mal que la corruption chez nous dans une oisiveté plus ou moins rétribuée. Il y a d'ailleurs à cela des palliatifs. En premier lieu, un refoulement méthodique. Commencer par tous les étrangers ayant à leur casier une condamnation quelconque. Puis, les chômeurs. Enfin, les célibataires, et en dernier lieu, s'il est besoin, les ménages, selon leur date d'installation. Il est bien évident qu'un garçon arrivé en 1930 doit partir avant une famille qui est chez nous depuis dix ans et plus, qui compte des enfants légalement français.

D'après maints témoignages qui me sont parvenus ces temps-ci, je crains fort que ces règles si simples, si logiques, ne soient guère observées, que ces délicates opérations soient abandonnées à l'arbitraire des préfectures, des mairies et de la police. Pour nous donner une apparence de satisfaction, on lâche bruyamment et au hasard le gendarme Pandore et l'inspecteur Moustachu sur des foyers où tout le monde travaille, souvent sur des étrangers qui nous ont donné les meilleures preuves de loyalisme. J'imagine qu'il y aurait beaucoup de cellules communistes à visiter, de liste de chômage à réviser avant de mettre à la porte une lingère polonaise dont toute la famille est

en France, qui a deux frères naturalisés, l'un caporal dans un régiment de Metz.

Le refoulement pourrait même n'être qu'un pis-aller, une mesure uniquement punitive si l'on prenait officiellement en considération certaines initiatives privées. On écrit beaucoup ces jours-ci sur l'abandon où nous laissons Madagascar. Il y aurait certainement là, à première vue, d'importants débouchés pour de nouveaux colons étrangers et français. Mais sans parler de ces hypothèses, il existe un « Comité français pour faciliter le départ et la stabilisation à l'étranger des immigrés victimes du chômage », dont j'ai cité le nom. Il groupe les personnalités les plus éminentes. Il a engagé des pourparlers avec différents Etats de l'Amérique du Sud. Il a des réponses positives du Paraguay qui manque de bras, qui s'ouvrirait à des milliers de chômeurs, pourvu que leur moralité soit certifiée, et qu'ils aient un métier utile (ouvriers, agriculteurs). Le Comité a enregistré déjà plusieurs centaines de demandes de Russes, de Polonais, d'Espagnols. Si les pourparlers n'ont pas encore abouti, c'est que depuis des mois, l'on a pas encore pu obtenir du gouvernement français la seule aide qu'on lui demande : la gratuité de la traversée pour ces exilés volontaires.

Il aime mieux régler les formidables additions des secours de chômage, pourchasser vainement, juger et emprisonner à grands frais de malheureux Russes sous le coup, pour une peccadille, d'un arrêté d'expulsion auquel ils sont incapables d'obéir, toutes les frontières leur étant fermées. Il est fatal que tous les problèmes paraissent insolubles, que toutes les difficultés se retournent contre nous quand on les aborde avec une telle conception de la justice et de l'économie.

herveryssen.net